



**B U R K I N A F A S O**  
!!!!!!!!!!!!!!!!!!!!!!!!!!!!!!!!  
**MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES**  
!!!!!!!!!!!!!!!!!!!!!!!!!!!!!!!!  
**COMITE DE PREVISION ET DE CONJONCTURE**  
**(CPC)**

**TABLEAU DE BORD DE L'ECONOMIE DU BURKINA FASO**

au 1er trimestre 2010

**Pour toutes informations complémentaires, s'adresser à l'INSD**  
Ouaga 2000, Avenue Pascal Zagré - 01 BP 374 Ouagadougou 01  
Téléphone : (226) 50.32.42.02 - Fax : (226) 50.32.61.59 - Burkina Faso  
E-mail : insdbf@yahoo.fr

**TBE n° 01/2010**

## SOMMAIRE

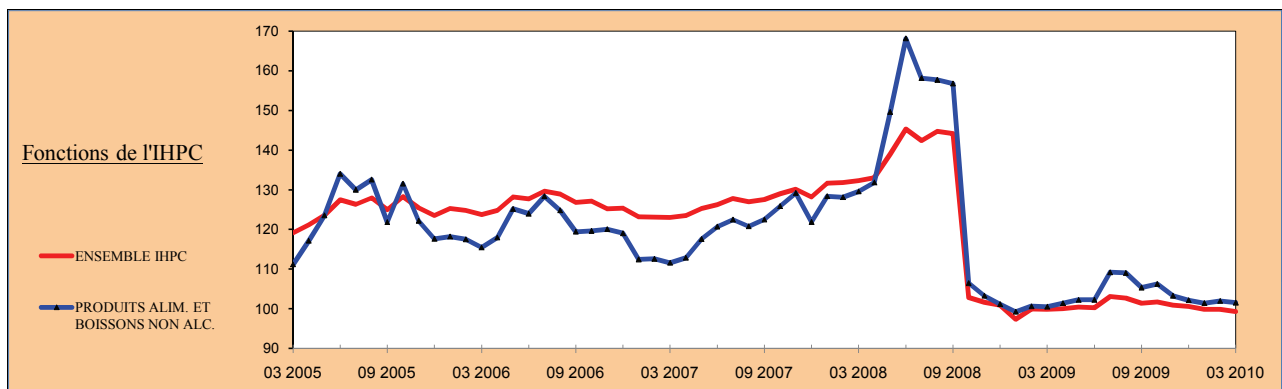
<b>Secteur réel</b> .....	<b>3</b>
<b>Secteur finances publiques</b> .....	<b>8</b>
<b>Secteur monétaire</b> .....	<b>13</b>
<b>Secteur extérieur</b> .....	<b>16</b>
<b>Définitions et abréviations</b> .....	<b>21</b>
<b>Crédit des contributions</b> .....	<b>22</b>

## Secteur réel

Le premier trimestre 2010 a connu, comparativement au quatrième trimestre 2009, une légère baisse des prix à la consommation (-1,4%), une hausse des prix des produits de l'élevage (légère au niveau des bovins et de la volaille mais assez sensible au niveau des petits ruminants) et une hausse sensible des prix des produits agricoles (entre 5% et 16%).

### INDICE HARMONISE DES PRIX A LA CONSOMMATION (IHPC)

IHPC Trimestriel Base 100 = 2008	1. Trim.	2. Trim.	3. Trim.	4. Trim.	1. Trim.	Glissement	
	2009	2009	2009	2009	2010	trimestriel	annuel
<b>ENSEMBLE IHPC</b>	<b>99,0</b>	<b>100,2</b>	<b>102,4</b>	<b>101,1</b>	<b>99,7</b>	<b>-1,4%</b>	<b>0,6%</b>
PRODUITS ALIM. ET BOISSONS NON ALC.	100,1	102,0	107,8	103,9	101,6	-2,2%	1,5%
BOISSONS ALCOOLISEES, TABACS ET STUPEFIANTS	97,5	94,3	99,0	103,7	97,2	-6,3%	-0,3%
ART. D'HABILLEMENT ET ARTICLES CHAUSANTS	99,7	100,4	100,4	100,5	100,0	-0,5%	0,3%
LOGEMENT, EAU, ELECTRICITE, GAZ, AUTRES COMB.	101,1	100,5	100,3	100,9	103,1	2,2%	2,0%
AMEUBL., EQUIP. MENAGER, ENTRET. MAISON	99,6	100,4	98,7	98,7	98,2	-0,5%	-1,4%
SANTE	78,7	99,7	99,7	99,7	99,7	0,0%	26,7%
TRANSPORTS	98,1	98,3	98,3	98,2	96,0	-2,3%	-2,2%
COMMUNICATION	95,5	95,4	94,4	94,1	87,3	-7,3%	-8,6%
LOISIRS, SPECTACLES ET CULTURE	99,2	99,2	99,2	99,1	98,9	-0,2%	-0,3%
ENSEIGNEMENT	100,0	100,0	100,0	101,7	102,0	0,3%	2,0%
HOTELS, CAFES, RESTAURANTS	100,6	100,2	100,7	100,3	102,7	2,4%	2,1%
AUTRES BIENS ET SERVICES	102,3	102,3	102,3	102,3	101,6	-0,7%	-0,7%



#### Indice Harmonisé des Prix à la Consommation (IHPC)

Le niveau général de l'indice harmonisé des prix à la consommation a enregistré une légère baisse de 1,4% au premier trimestre 2010 par rapport au trimestre précédent. Cependant, par rapport au premier trimestre de 2009, on a enregistré une légère hausse de 0,6%.

La baisse en glissement trimestriel peut être expliquée par le recul des niveaux des prix des "produits alimentaires et boissons non alcoolisées" de 2,2%, des "boissons alcoolisées, tabacs et stupéfiants" de 6,3%, des services de "communication" de 7,3% et de services de transport de 2,3%.

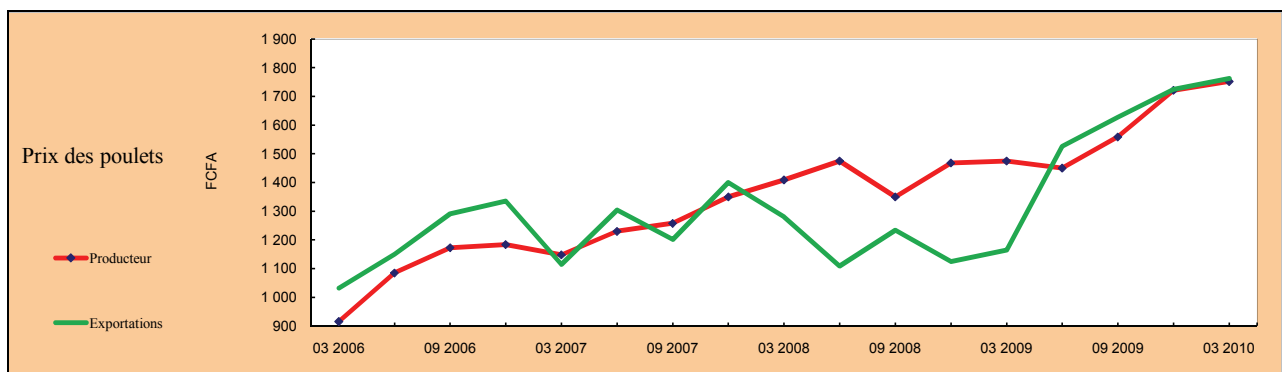
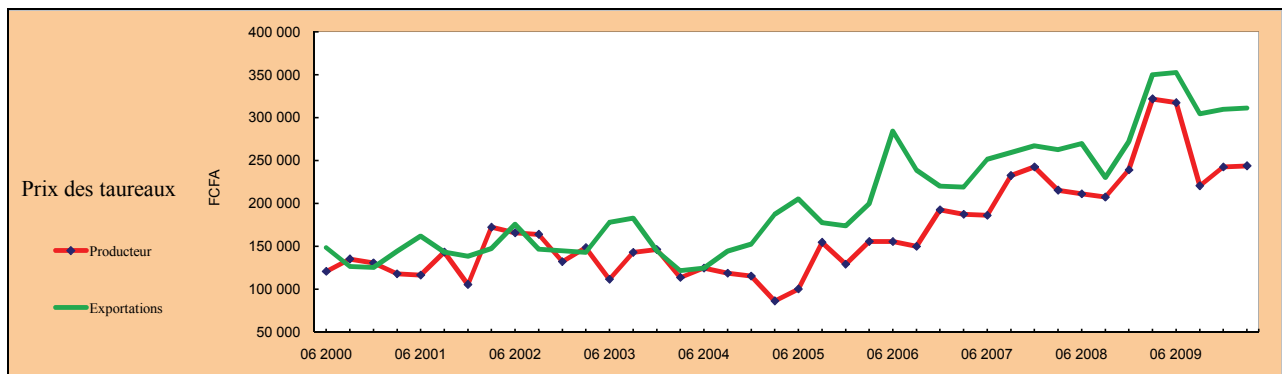
Quant à la hausse générale constatée en glissement annuel, elle est surtout liée à la hausse des prix des services de santé de 26,7%. On note également une montée relativement importante de l'indice des prix des fonctions "hôtels, cafés, restaurants" de 2,1%, "enseignement" de 2%, "logement, eau, électricité, gaz, autres combustibles" de 2% et "produits alimentaires et boissons non alcoolisées" de 1,5%.

NB: L'indice harmonisé des prix à la consommation a connu un changement en adoptant une nouvelle base, celle de 2008, à partir du 4ème trimestre 2008.

Sources : M.E.F. / I.N.S.D.

**PRIX DES PRODUITS DE L'ELEVAGE**

Prix sur les marchés de référence En Francs CFA	1. Trim.	2. Trim.	3. Trim.	4. Trim.	1. Trim.	Glissement	
	2009	2009	2009	2009	2010	trimestriel	annuel
Prix au producteur du taureau	321 879	317 524	220 556	242 456	243 852	0,6%	-24,2%
Prix à l'exportation du taureau	350 028	352 857	304 412	309 852	311 258	0,5%	-11,1%
Prix au producteur du bœuf	47 064	48 126	40 614	49 234	51 263	4,1%	8,9%
Prix à l'exportation du bœuf	56 058	58 237	63 723	72 524	75 219	3,7%	34,2%
Prix au producteur du bouc	30 665	28 945	18 573	25 267	26 521	5,0%	-13,5%
Prix à l'exportation du bouc	31 960	32 153	31 454	35 146	36 234	3,1%	13,4%
Prix au producteur du poulet	1 475	1 450	1 559	1 721	1 752	1,8%	18,8%
Prix à l'exportation du poulet	1 165	1 526	1 627	1 725	1 762	2,1%	51,2%
Prix au producteur de la pintade	1 467	1 465	1 631	1 745	1 752	0,4%	19,4%
Prix à l'exportation de la pintade	1 432	1 584	1 645	1 798	1 821	1,3%	27,2%

**PRIX DES PRODUITS DE L'ELEVAGE**

Après les hausses enregistrées au cours du quatrième trimestre 2009, du fait des fêtes de fin d'année, les prix des bovins au premier trimestre 2010 sont restés quasi-stationnaires, aussi bien sur les marchés de production que d'exportation avec respectivement +0,6% et +0,5% en glissement trimestriel. Toutefois, en glissement annuel, ces prix sont nettement en retrait par rapport à leur niveau de 2009 à la même période (-24% sur les marchés de production et -21% sur les marchés d'exportation).

Cette contraction des prix serait liée à la baisse de la demande extérieure, notamment en direction du Nigéria, devenu entre temps le principal destinataire des bovins burkinabè, mais qui connaît depuis le début de l'année 2010 une baisse de forme en raison, d'une part de la dévaluation de sa monnaie (le naïra) par rapport au franc CFA, et d'autre part des conflits intercommunautaires que la ville de Jos (principale destination des commerçants burkinabè) a connus en fin février 2010. De nombreux commerçants burkinabè y auraient perdu leurs animaux et ont dû suspendre leurs activités du fait des pertes ainsi enregistrées.

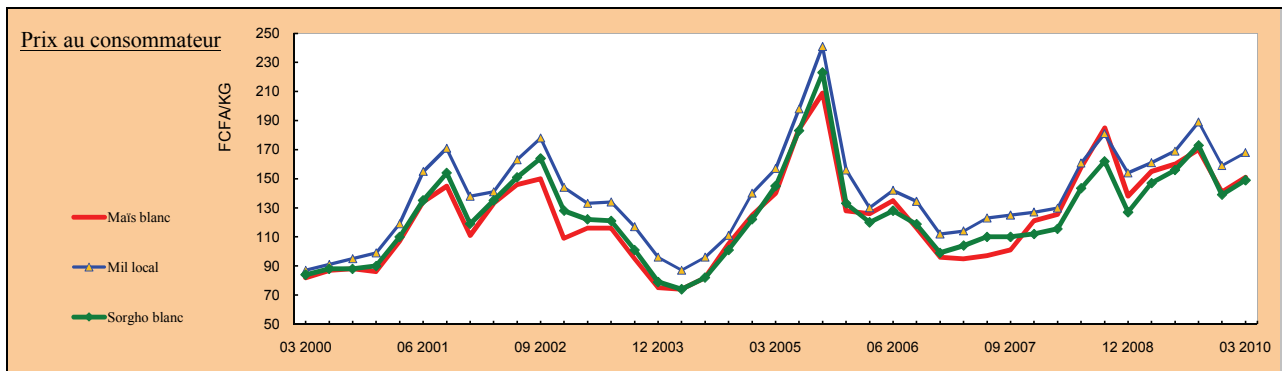
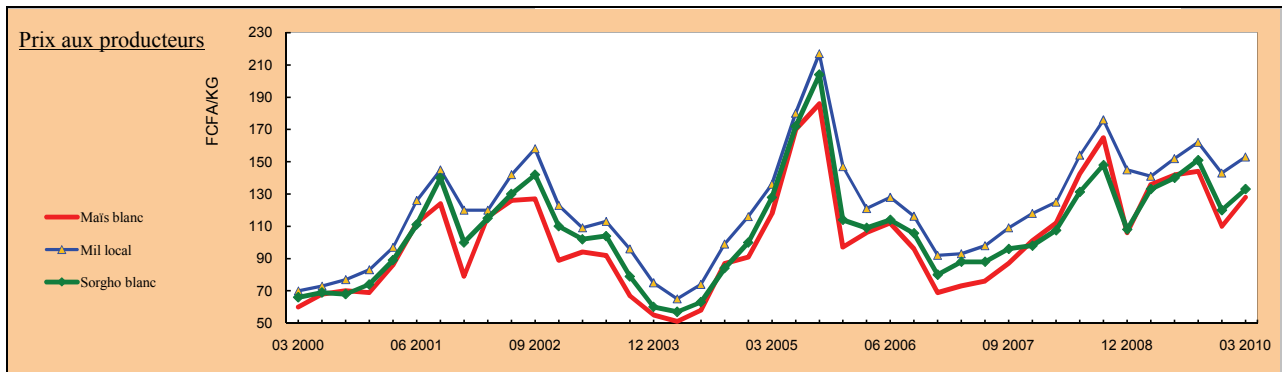
Le marché des petits ruminants enregistre quant à lui une légère hausse par rapport à son niveau du trimestre antérieur avec en moyenne +4% sur les marchés de production et d'exportation. En glissement annuel, leur prix à l'exportation affichent cependant des hausses plus importantes avec respectivement +34 et +13% pour les ovins et les caprins. Pour ces espèces, le marché ghanéen est la destination de prédilection.

La morosité du marché de la volaille en raison de la suspension des échanges internationaux pour cause de grippe aviaire se poursuit avec des prix pratiquement stationnaires par rapport à leur niveau du quatrième trimestre 2009. Il faut noter que par rapport à cette maladie, même si l'on ne signale pas de foyers ou de menaces comme telles, le Burkina Faso attend toujours que l'Organisation Internationale des Epizooties (OIE) lui reconnaisse un statut de "pays indemne" avant qu'il ne soit autorisé à reprendre officiellement ses échanges commerciaux de volailles avec l'extérieur.

Sources : M.R.A. / D.G.P.S.E.

### PRIX DES PRODUITS AGRICOLES

Prix sur les marchés de référence (En Francs CFA / Kg)	1. Trim.	2. Trim.	3. Trim.	4. Trim.	1. Trim.	Glissement	
	2009	2009	2009	2009	2010	trimestriel	annuel
Prix au producteur du maïs blanc	136,0	142,0	144,0	110,0	128,0	16,4%	-5,9%
Prix au consommateur du maïs blanc	155,0	160,0	170,0	141,0	151,0	7,1%	-2,6%
Prix au producteur du mil local	141,0	152,0	162,0	143,0	153,0	7,0%	8,5%
Prix au consommateur du mil local	161,0	169,0	189,0	159,0	168,0	5,7%	4,3%
Prix au producteur du sorgho blanc	133,0	140,0	151,0	120,0	133,0	10,8%	0,0%
Prix au consommateur du sorgho blanc	147,0	156,0	173,0	139,0	149,0	7,2%	1,4%



La situation alimentaire du 1er trimestre de l'année 2010 a été globalement satisfaisante pour l'ensemble du pays. Le niveau des stocks paysans était acceptable et la disponibilité des céréales a été effective autant sur les marchés de collecte que sur les marchés de détail. Concernant les prix, ils ont connu une évolution à la hausse par rapport au trimestre antérieur sur les principaux marchés pour l'ensemble des céréales.

Sur les marchés de collecte, une hausse moyenne de 11% a été enregistrée par rapport au trimestre précédent avec des prix moyens du sac de 100Kg de 12 500 FCFA, 15 000 FCFA, et 13 000 FCFA respectivement pour le maïs blanc, le mil local et le sorgho blanc. Par rapport à l'année précédente, une baisse de prix de l'ordre de 6% a été enregistrée pour le maïs blanc contre une hausse de l'ordre de 9% pour mil local. Le prix du sorgho blanc est resté stable.

Sur les marchés de détail, la hausse moyenne a été de 6% pour les trois spéculations avec des prix moyens du sac de 100Kg de 15 000 FCFA pour le maïs blanc, de 16 500 FCFA pour le mil local et de 14 500 FCFA pour le sorgho blanc. La comparaison par rapport à l'année passée donne une baisse de prix de l'ordre de 3% pour le maïs blanc contre une hausse de prix de l'ordre de 4% pour le mil et de 1% pour le sorgho blanc.

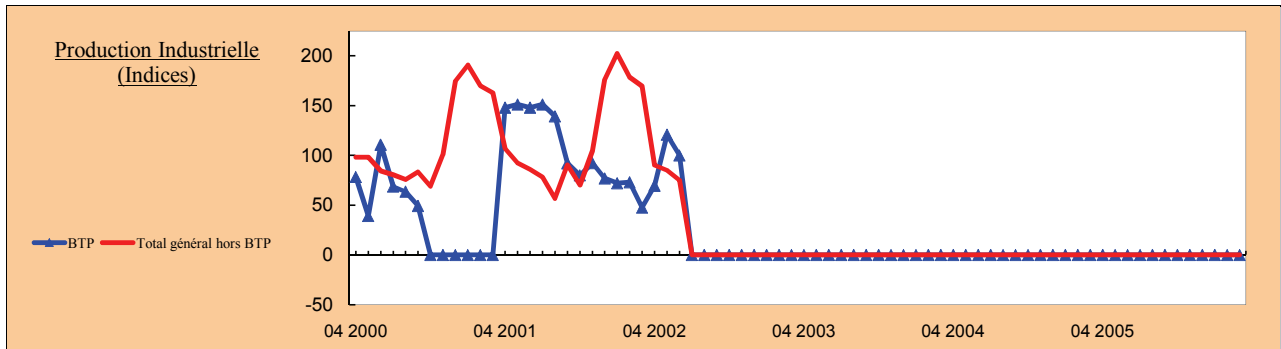
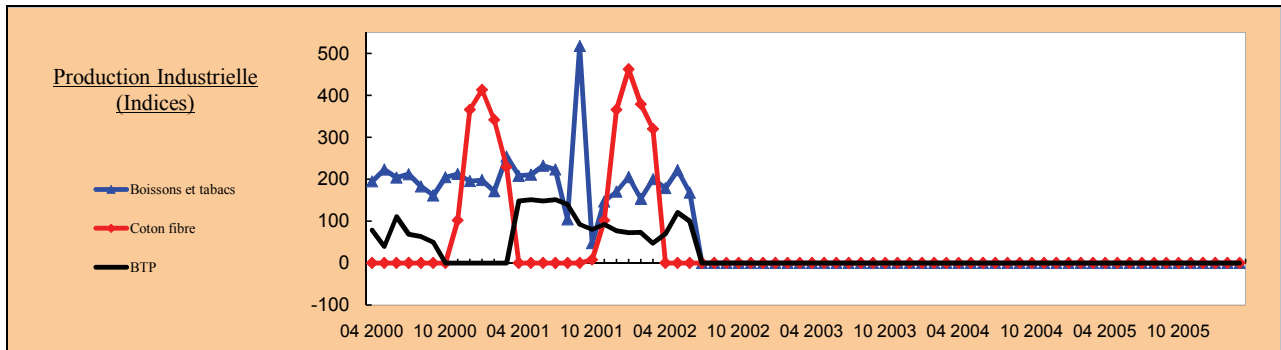
Sur l'ensemble des marchés, les prix les plus bas se retrouvent dans les régions de la Boucle du Mouhoun (Gassan), des Haut-Bassins (Faramana, N'Dorola, Douna) et le Centre-Est (Gayéri) avec une moyenne de 9 250 FCFA le sac de 100 Kg de céréales. Quant aux prix les plus élevés, on les retrouve dans les régions du Sahel (Dori, Gorom-Gorom) avec une moyenne de 20 000 FCFA le sac de 100Kg.

Au cours des prochains mois, les prix des céréales pourraient connaître une hausse compte tenue de l'approche de la période de soudure et de la réduction de l'offre sur les marchés. Néanmoins, les prix ne devraient pas dépasser ceux de l'année passée.

Sources : M.A.H.R.H. / SO.NA.GE.S.S.

**INDICE DE LA PRODUCTION INDUSTRIELLE (IPI)**

IPI Trimestriel Base 100 en 1990, Données brutes.	2. Trim.	3. Trim.	4. Trim.	1. Trim.	2. Trim.	Glissement	
	2001	2001	2001	2002	2002	trimestriel	annuel
COTON FIBRE (SOFITEX)	0,0	0,0	158,3	386,8			
PRODUITS ALIMENT., BOISSONS ET TABACS	93,0	87,6	126,0	163,5	74,6	-54,4%	-19,8%
INDUSTRIES DES TEXTILES (y compris coton)	0,0	0,0	129,5	316,4			
INDUSTRIES EXTRACTIVES	0,0	0,0	0,0				
INDUSTRIES MANUFACT. (Hors Coton)	121,2	95,7	114,8	150,1	106,1	-29,3%	-12,5%
BOISSONS ET TABAC	216,9	281,8	121,4	186,1	189,4	1,7%	-12,7%
AUTRES INDUSTRIES MANUFACT.	110,0	73,9	114,0	145,9	96,6	-33,8%	-12,2%
BOULANGERIES, MEUNERIES	28,4	19,1	27,9	34,7	19,8	-42,8%	-30,2%
AUTRES INDUST. ALIMENTAIRES	56,9	17,4	168,7	205,3	38,9	-81,1%	-31,7%
INDUST. TEXTILES (Hors SOFITEX)	0,0	0,0	0,0				
INDUSTRIES CHIMIQUES	103,7	68,4	41,6	83,4	80,1	-3,9%	-22,7%
OUVRAGES EN BOIS ET METAUX	92,8	61,1	61,2	94,0	81,8	-12,9%	-11,8%
ELECTRICITE, GAZ ET EAU	225,1	173,4	185,1	219,7	218,3	-0,7%	-3,1%
<b>TOTAL GENERAL HORS BTP</b>	<b>95,1</b>	<b>75,1</b>	<b>117,0</b>	<b>183,5</b>	<b>83,4</b>	<b>-54,6%</b>	<b>-12,3%</b>
BATIMENTS ET TRAVAUX PUBLICS	149,0	127,5	83,1	64,2	96,8	50,7%	-35,0%



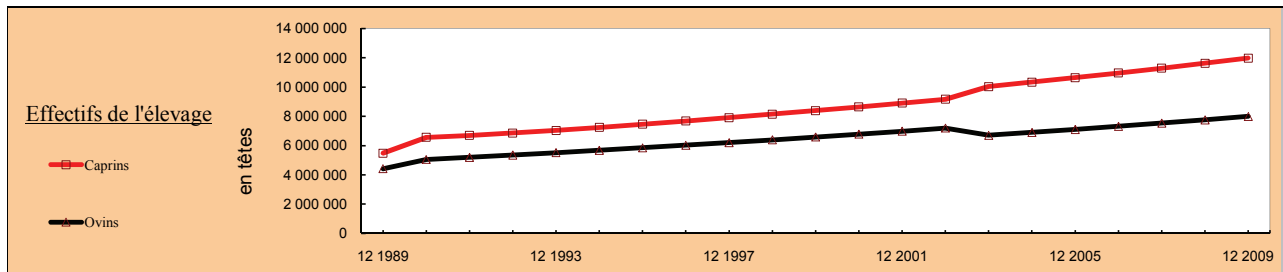
Sources : M.E.F. / I.N.S.D.

**Suite à certaines difficultés, l'Indice de la production industrielle a connu une suspension depuis le second trimestre 2002. En conséquence, les données qui figurent dans ce numéro ne concernent que la période avant la suspension.**

**Toutefois, dans l'espoir d'une reprise prochaine de la série des indicateurs de la production industrielle cette rubrique a été maintenue.**

### PRODUCTION DU SECTEUR DE L'ELEVAGE

Effectifs (en têtes et en milliers de têtes)	déc 2005	déc 2006	déc 2007	déc 2008	déc 2009	Croissance moyenne	
						2005-2009	2008-2009
Effectif de bovins (en têtes)	7 607 000	7 759 000	7 914 180	8 072 420	8 233 845	2,0%	2,0%
Effectif d'ovins (en têtes)	7 110 000	7 324 000	7 543 720	7 770 083	8 003 164	3,0%	3,0%
Effectif de caprins (en têtes)	10 647 000	10 966 000	11 294 980	11 633 992	11 982 987	3,0%	3,0%
Effectif de la volaille (poules + pintades) (en milliers de têtes)	32 358	33 329	34 329	35 359	36 420	3,0%	3,0%



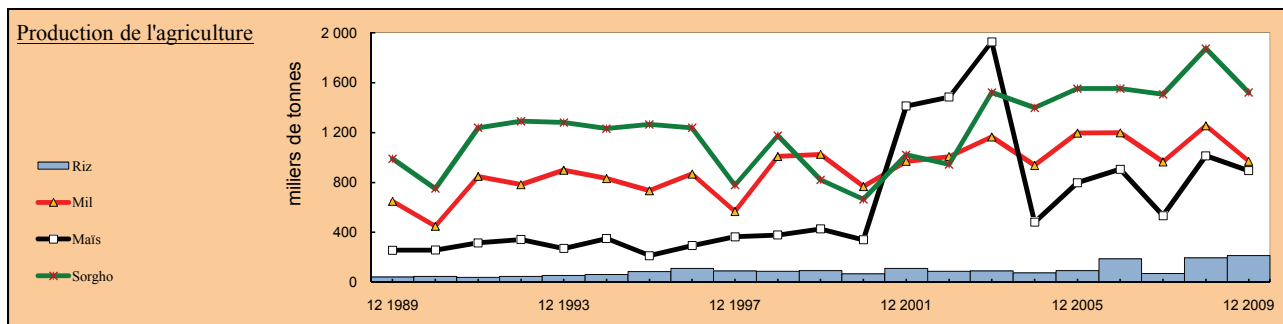
#### EFFECTIFS DU CHEPTEL

Le cheptel national a connu une croissance régulière au cours des cinq dernières années, progressant ainsi au cours de la période 2005-2009 de 8% pour les bovins et de 13% pour les ovins, les caprins et la volaille; la croissance moyenne annuelle s'est établie à 2% pour les bovins et 3% pour les autres espèces (ovins, caprins et volailles). Ces performances sont dues aux nombreuses actions entreprises par le Ministère des Ressources Animales, notamment sur les plans de l'alimentation et de la santé animale.

Sources : M.R.A. / D.G.P.S.E.

### PRODUCTION DU SECTEUR DE L'AGRICULTURE

Production de l'agriculture (tonnes)	déc 2005	déc 2006	déc 2007	déc 2008	déc 2009	Croissance moyenne	
						2005-2009	2008-2009
Production brute totale de céréales	3 649 533	3 858 224	3 088 811	4 358 518	3 626 637	-0,2%	-16,8%
dont : Production brute de mil	1 196 253	1 198 656	966 016	1 255 189	970 927	-5,1%	-22,6%
dont : Production brute de sorgho	1 552 911	1 553 830	1 507 162	1 875 046	1 521 468	-0,5%	-18,9%
dont : Production brute de maïs	799 052	905 713	533 874	1 013 634	894 558	2,9%	-11,7%
dont : Production brute de riz (pluvial et irrigué)	93 516	189 176	68 916	195 102	213 584	22,9%	9,5%



Le premier trimestre de 2010 a été marqué par les résultats définitifs de la campagne agricole 2009/2010. La production céréalière définitive s'élève à 3 626 637 tonnes soit une baisse de 7% par rapport aux résultats prévisionnels. Comparée à la production totale définitive de la campagne agricole 2008/2009, la production céréalière de la présente campagne est en baisse de 17% et par rapport à la moyenne des cinq dernières campagnes, la baisse est de 3%.

La production définitive des différentes céréales est établie comme suit :

- 970 927 tonnes pour le mil soit une baisse de 23% par rapport à la production définitive de la campagne 2008/2009 ;
- 894 558 tonnes pour le maïs soit une baisse de 12% par rapport à la production définitive de la campagne 2008/2009 ;
- 1 521 468 tonnes pour le sorgho soit une baisse de 19% par rapport à la production définitive de la campagne 2008/2009 ;
- 213 584 tonnes pour le riz soit une hausse de 9% par rapport à la production définitive de la campagne 2008/2009 ;
- 26 101 tonnes pour le fonio, soit une hausse de 34% par rapport à la production définitive de la campagne 2008/2009.

L'excédent brut céréalière définitif de la campagne 2009/2010 est estimé à 79 129 tonnes. Le bilan céréalière définitif de la campagne agricole 2009/2010 est en situation d'équilibre avec un déficit d'environ 44 600 tonnes à combler au niveau du blé.

Sur les quarante cinq (45) provinces :

- seize (16) provinces ont des taux de couverture des besoins élevés, atteignant ou dépassant 120% ;
- treize (13) provinces sont en situation d'équilibre, avec des taux de couverture compris entre 90% et 120% ;
- seize (16) provinces sont en situation de taux de couverture faible, inférieur 90%.

De ces 16 provinces déficitaires, 8 l'étaient déjà l'année dernière ; il s'agit du Kadiogo, du Séno, du Zondoma, de l'Oubritenga, du Boukhiemdé, du Passoré, de l'Oudalan et du Bam.

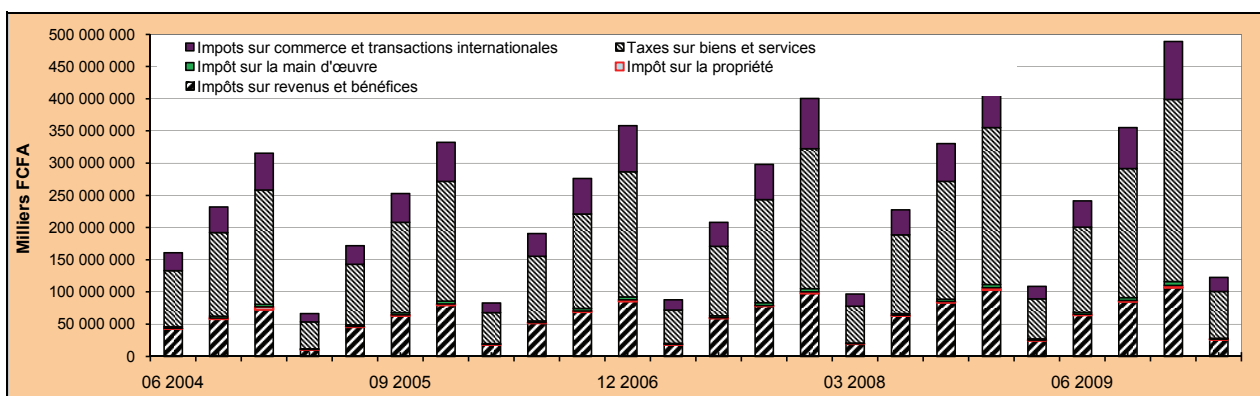
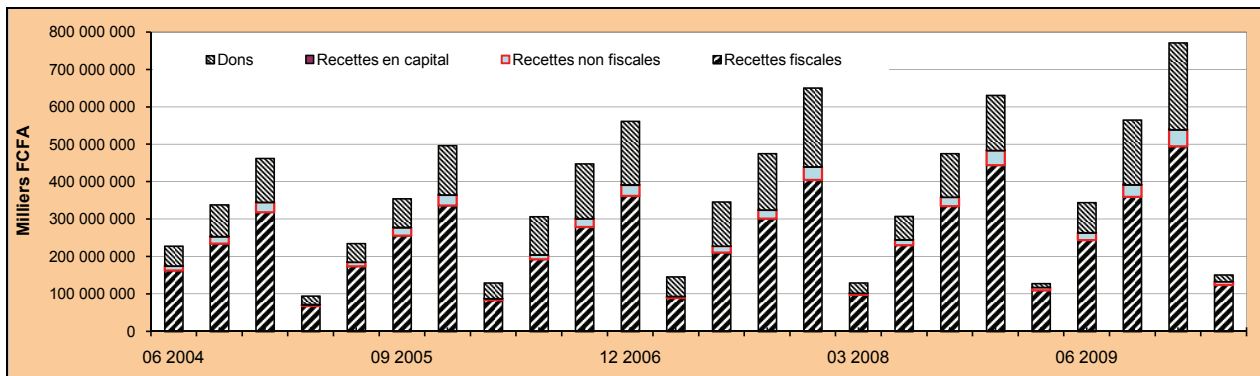
Sources : M.A.H.R.H. / SO.NA.GE.S.S. et D.G.P.S.A.

# Finances publiques

Au cours du 1er trimestre de l'année 2010, malgré les effets de la crise financière internationale et ceux des inondations du 1er septembre 2009, l'économie burkinabè a été marquée par un regain de vitalité. En effet, dans le secteur des finances publiques, le déficit global des opérations financières de l'Etat (base engagement et dons compris), a été contenu à l'intérieur des limites du programme avec le FMI. Il s'est situé à 47,6 milliards de FCFA, contre un plafond prévu de 71,3 milliards de FCFA.

## RECETTES TOTALES ET DONNS

RECETTES CUMULEES (En milliers Francs CFA)	Prédvision budgétaire (2009)	1. Trim.	2. Trim.	3. Trim.	4. Trim.	1. Trim.	Taux d'exécution	Glissement annuel
		2009	2009	2009	2009	2010		
		Réal.	Réal.	Réal.	Réal.	Est.		
<b>Recettes totales et dons</b>	<b>777 411 763</b>	<b>127 659 684</b>	<b>343 933 665</b>	<b>564 799 365</b>	<b>771 523 642</b>	<b>150 900 928</b>	<b>19,4%</b>	<b>18,2%</b>
Recettes totales	573 560 750	117 242 140	264 205 944	392 086 381	539 095 255	132 867 404	23,2%	13,3%
Recettes courantes	573 560 750	117 242 140	264 202 197	392 082 504	539 091 339	132 867 368	23,2%	13,3%
Recettes fiscales	536 333 980	110 102 283	244 148 423	359 377 651	494 578 785	124 289 843	23,2%	12,9%
Impôts sur revenus et bénéfices	153 540 710	24 869 350	64 023 582	84 899 733	106 686 380	26 131 308	17,0%	5,1%
Impôt sur la main d'œuvre	4 275 522	1 518 068	3 053 110	4 371 281	6 243 252	1 612 097	37,7%	6,2%
Taxes sur biens et services	300 415 690	62 367 763	131 942 106	200 434 285	282 942 742	72 574 447	24,2%	16,4%
Taxe sur le commerce et les transactions internationales	71 434 602	19 412 846	40 825 885	63 628 793	89 729 070	21 925 376	30,7%	12,9%
Autres recettes fiscales	3 708 701	1 175 758	2 577 790	3 759 688	5 490 214	1 284 272	34,6%	9,2%
Recettes non fiscales	37 220 069	7 139 857	20 053 774	32 704 853	44 512 554	8 577 525	23,0%	20,1%
Recettes en capital	6 701	0	3 746	3 878	3 917	36	0,5%	17401,5%
<b>Dons</b>	<b>203 851 013</b>	<b>10 417 544</b>	<b>79 727 721</b>	<b>172 712 984</b>	<b>232 428 386</b>	<b>18 033 524</b>	<b>8,8%</b>	<b>73,1%</b>
Projets	134 851 013	6 829 235	47 272 207	78 366 248	86 924 440	13 643 524	10,1%	99,8%
Programmes	69 000 000	3 588 309	32 455 514	94 346 736	145 503 947	4 390 000	6,4%	22,3%



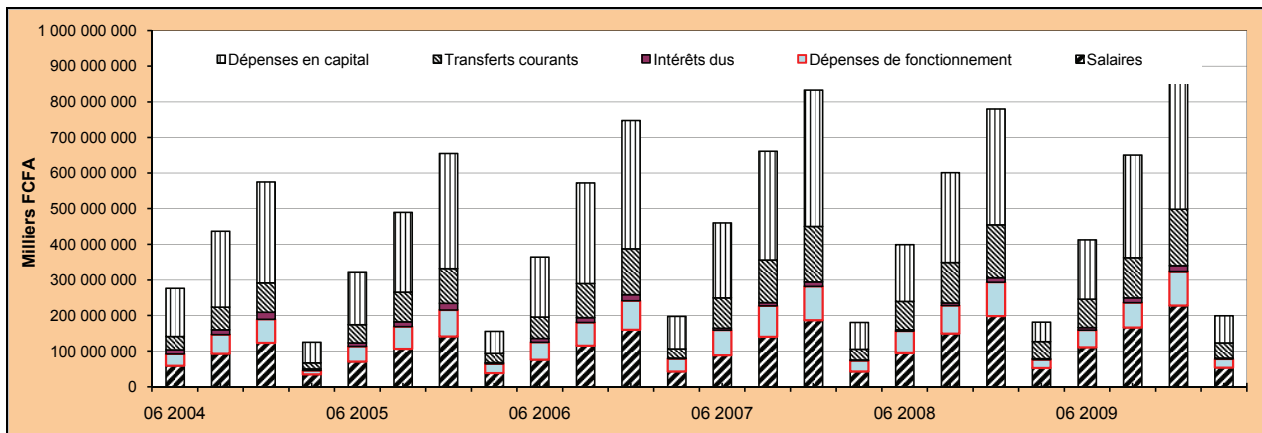
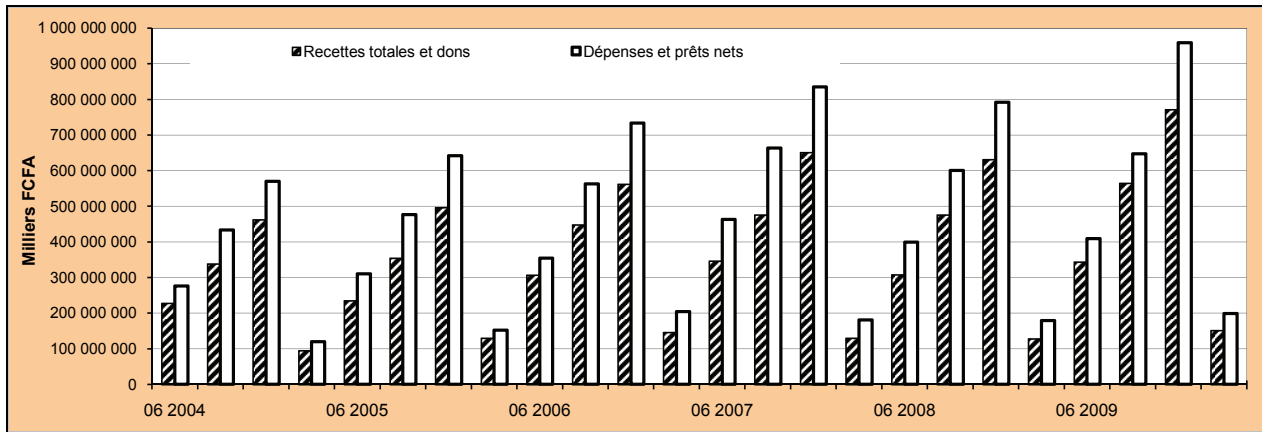
Les recettes totales et dons sont ressortis à 150,9 milliards de FCFA en hausse de 18,2% par rapport au premier trimestre 2009. La poursuite des actions fortes imprimées par le gouvernement à travers la mise en œuvre de la stratégie globale de réforme de la politique fiscale (lutte contre l'incivisme fiscal, élargissement effectif de l'assiette fiscale, informatisation intégrale et interconnexion des divisions fiscales sur toute l'étendue du territoire, déconcentration de la DGI par le renforcement de l'encadrement, du contrôle et du suivi des services de base) et l'amélioration du recouvrement des recettes de services ont contribué à une hausse sensible des recettes totales (+13,3%). Le repère quantitatif à fin mars 2010 fixé dans le cadre du nouveau programme appuyé par la FEC (124,4 milliards FCFA) a été réalisé et légèrement dépassé (+8,4 milliards FCFA). Quant aux dons, ils ont considérablement augmenté (73,1%); en particulier les dons projets qui ont presque doublé par à leur niveau d'il y a un an.

Sources : M.E.F. / S.P.-P.P.F.



### DEPENSES ET PRETS NETS

DEPENSES CUMULEES (En milliers Francs CFA)	Prévion budgétaire (2009)	1. Trim.	2. Trim.	3. Trim.	4. Trim.	1. Trim.	Taux d'exécution	Glissement annuel
		2009	2009	2009	2009	2010		
		Réal.	Réal.	Réal.	Réal.	Est.		
<b>Dépenses et prêts nets</b>	<b>1 002 583 131</b>	<b>179 383 287</b>	<b>409 019 638</b>	<b>647 263 940</b>	<b>959 595 011</b>	<b>198 500 140</b>	<b>19,8%</b>	<b>10,7%</b>
Dépenses	1 005 136 881	181 611 844	413 066 424	651 359 722	956 438 735	199 433 109	19,8%	9,8%
Dépenses courantes	468 980 531	126 963 691	246 777 531	362 645 966	499 074 562	123 773 740	26,4%	-2,5%
Salaires	207 396 156	53 084 098	110 736 674	166 594 823	228 436 133	54 018 864	26,0%	1,8%
Dépenses de fonctionnement	100 394 000	23 753 573	49 054 545	70 137 696	95 120 137	24 356 873	24,3%	2,5%
Intérêts dus	13 861 999	2 595 657	6 950 095	13 047 991	16 870 967	3 001 833	21,7%	15,6%
Transferts courants	147 328 376	47 530 362	80 036 217	112 865 456	158 647 325	42 396 170	28,8%	-10,8%
Dépenses en capital	536 156 350	54 648 153	166 288 892	288 713 755	457 364 172	75 659 369	14,1%	38,4%
financées sur ressources propres	228 838 772	28 110 935	75 493 395	122 934 001	235 606 283	30 700 970	13,4%	9,2%
Prêts nets	-2 553 750	-2 228 557	-4 046 785	-4 095 782	3 156 276	-932 970	36,5%	-58,1%



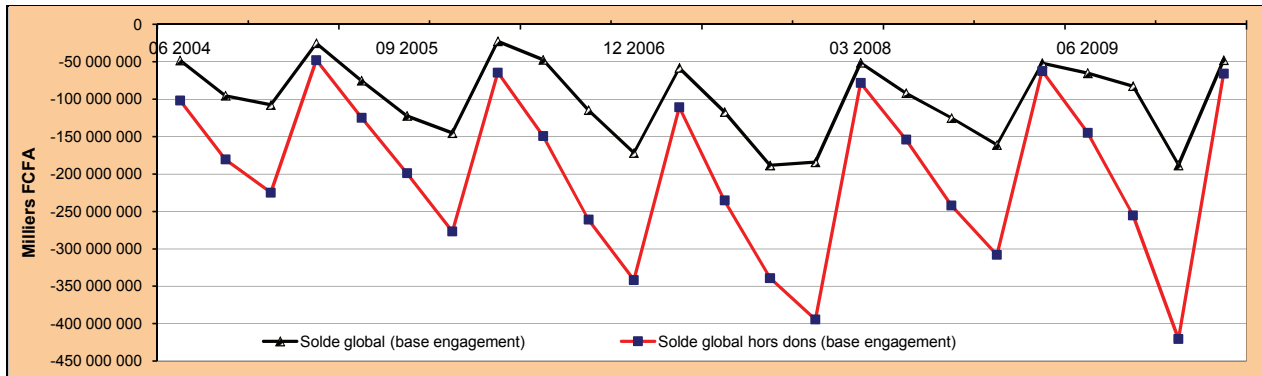
Le renforcement des mesures pour accompagner le secteur privé et les ménages, suite à la crise financière ainsi que les inondations du 1er septembre 2009, a exercé une pression importante sur le budget de l'Etat au cours du 1er trimestre 2010. En effet, les dépenses et prêts nets ont atteint 198,5 milliards de FCFA contre 179,4 milliards de FCFA au cours de la même période une année plus tôt; soit une hausse de 10,7% imputable pour l'essentiel aux engagements des dépenses en capital financées sur ressources extérieures.

Toutefois, grâce à la rationalisation des consommations de carburant et la prise de mesures pour maîtriser les charges au titre des services d'utilité publique (eau, électricité et téléphone), les dépenses de fonctionnement ont été contenues, à 603 millions de FCFA près, à leur niveau de fin mars 2009. La baisse de la subvention SONABEL de 8,3 à 2,8 milliards de FCFA et celle des transferts aux collectivités territoriales dans une moindre mesure ont entraîné la chute des dépenses courantes de 2,5%, passant de 127,0 milliards à 123,8 milliards de FCFA. En dépit de la régularisation de la situation des salariés en ce qui concerne les avancements, le niveau des salaires a peu évolué (+1,8%).

Sources : M.E.F. / S.P.-P.P.F.

**SOLDES ET FINANCEMENT**

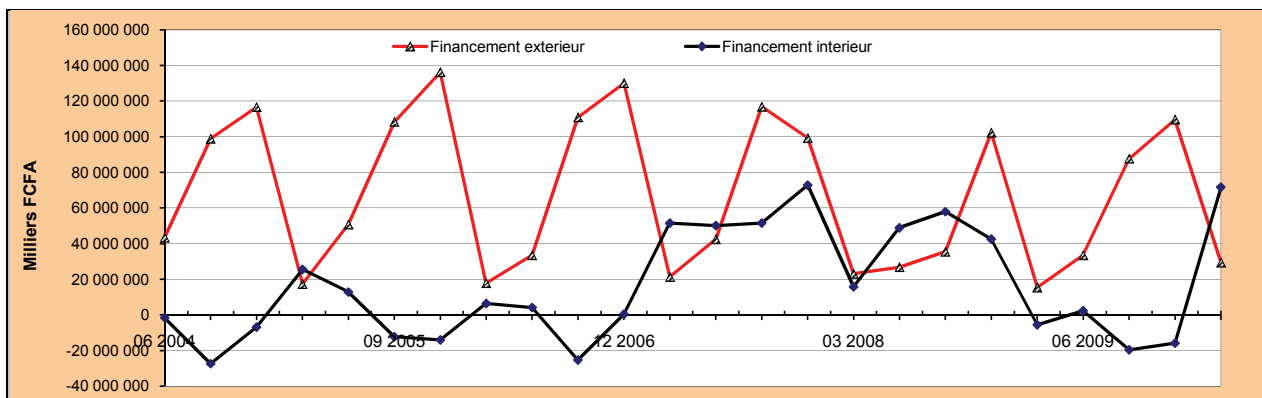
SOLDE GLOBAL (Cumulés, milliers Francs CFA)	Prévision budgétaire (2009)	1. Trim.	2. Trim.	3. Trim.	4. Trim.	1. Trim.	Taux d'exécution	Glissement annuel
		2009	2009	2009	2009	2010		
		Réal.	Réal.	Réal.	Réal.	Est.		
<b>Solde global (base engagement)</b>	<b>-225 171 368</b>	<b>-51 723 603</b>	<b>-65 085 974</b>	<b>-82 464 575</b>	<b>-188 071 369</b>	<b>-47 599 212</b>	<b>21,1%</b>	<b>-8,0%</b>
Solde global hors dons (base engagement)	-429 022 381	-62 141 147	-144 813 695	-255 177 559	-420 499 756	-65 632 736	15,3%	5,6%
Solde primaire	-114 842 804	-59 545 490	-137 863 599	-242 129 567	-403 628 788	-62 630 903	54,5%	5,2%
Solde de base	-128 704 803	-37 795 627	-56 472 562	-93 531 916	-224 165 579	-20 686 586	16,1%	-45,3%
<b>Solde global (base caisse)</b>	<b>-225 171 368</b>	<b>-9 733 013</b>	<b>-31 307 257</b>	<b>-65 581 779</b>	<b>-92 597 343</b>	<b>-98 991 937</b>	<b>44,0%</b>	<b>917,1%</b>
Solde global hors dons (base caisse)	-429 022 381	-20 150 557	-111 034 978	-238 294 763	-325 025 729	-117 025 461	27,3%	480,8%



Les opérations financières de l'Etat à fin mars 2010 dégagent un déficit cumulé base engagement de 47,6 milliards de FCFA contre 151,7 milliards de FCFA à la même période en 2009, traduisant une amélioration de ce dernier. Ce solde est en ligne avec l'objectif du nouveau programme appuyé par le FMI (FEC).

En tenant compte des divers ajustements (variation des instances, des engagements non mandatés et des dépôts auprès du Trésor), le déficit global base caisse s'établit à 99,0 milliards de FCFA, en forte dégradation. Ce déficit a été financé par des apports extérieurs nets de 29,3 milliards FCFA et des financements intérieurs nets à hauteur de 71,7 milliards FCFA. Les emprunts projets ont été mobilisés à hauteur de 21,0% des prévisions budgétaires initiales pour s'établir à 31,3 milliards FCFA. L'amortissement de la dette extérieure s'établissait à 2,0 milliards FCFA contre 2,0 milliards FCFA à fin mars 2009. Le financement intérieur net s'est établi à 71,7 milliards FCFA.

FINANCEMENT (Cumulés, milliers Francs CFA)	Prévision budgétaire (2009)	1. Trim.	2. Trim.	3. Trim.	4. Trim.	1. Trim.	Taux d'exécution	Glissement annuel
		2009	2009	2009	2009	2010		
		Réal.	Réal.	Réal.	Réal.	Est.		
<b>Financement</b>	<b>226 638 564</b>	<b>9 901 841</b>	<b>35 938 345</b>	<b>68 141 101</b>	<b>93 654 885</b>	<b>101 011 147</b>	<b>44,6%</b>	<b>920,1%</b>
Financement extérieur	205 417 632	15 449 809	33 549 606	87 712 866	109 562 810	29 289 342	14,3%	89,6%
Décassements extérieurs	221 466 565	17 516 286	41 068 926	97 759 252	123 889 594	31 302 625	14,1%	78,7%
Initiative PPTE (Allègements)	0	0	0	0	0	0		
Amortissement de la dette extérieure	-16 048 933	-2 066 477	-7 519 320	-10 046 386	-14 326 784	-2 013 284	12,5%	-2,6%
Ajustement taux de change	0	0	0	0	0	0		
Financement intérieur	21 220 932	-5 547 968	2 388 739	-19 571 765	-15 907 925	71 721 806	338,0%	-1392,8%
Financement bancaire	29 720 932	-14 504 036	-46 543 384	-57 570 160	-44 034 344	61 960 015	208,5%	-527,2%
Secteur non bancaire	-8 500 000	8 956 068	48 932 123	37 998 395	28 126 418	9 761 791	-114,8%	9,0%
Gap de financement	-1 467 196	-168 827	-4 631 089	-2 559 323	-1 057 542	-2 019 210	137,6%	1096,0%

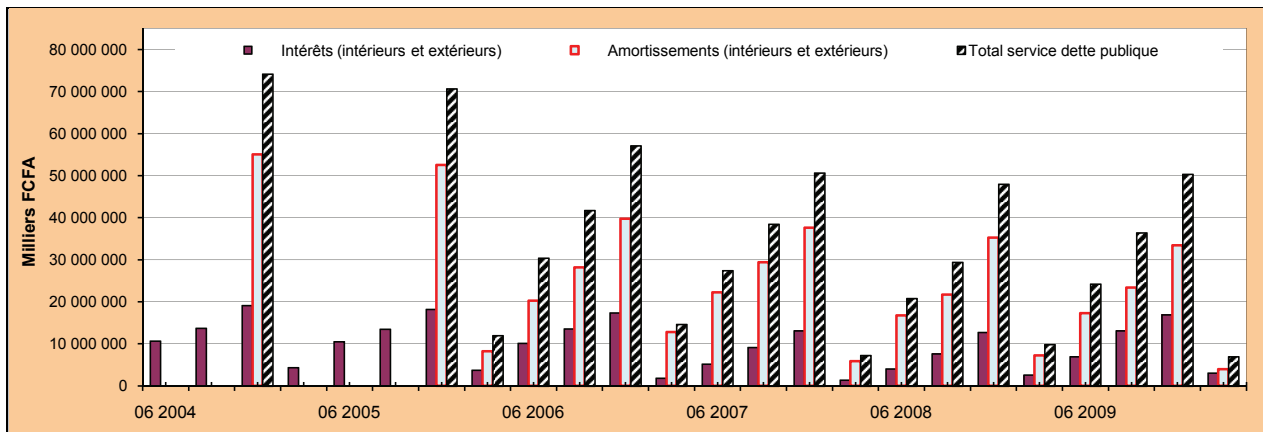
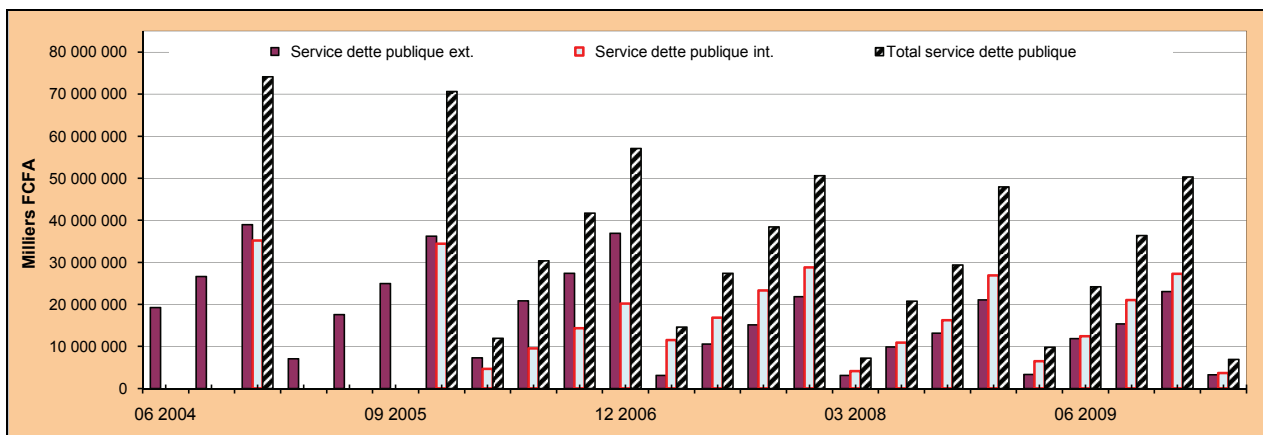


Au cours du trimestre, deux opérations d'émission de bons de trésor ont été effectuées pour une valeur de 28,747 milliards FCFA répartie entre le secteur non bancaire et les banques de l'espace UEMOA.

Sources : M.E.F. / S.P.-P.P.F.

### SERVICE DETTE PUBLIQUE

SERVICE CUMULE (En milliers Francs CFA)	Prédiction budgétaire (2009)	1. Trim.	2. Trim.	3. Trim.	4. Trim.	1. Trim.	Taux d'exécution	Glissement annuel
		2009	2009	2009	2009	2010		
		Réal.	Réal.	Réal.	Réal.	Est.		
<b>Total service dette publique</b>	<b>46 503 854</b>	<b>9 829 570</b>	<b>24 240 588</b>	<b>36 427 954</b>	<b>50 351 949</b>	<b>6 965 632</b>	<b>15,0%</b>	<b>-29,1%</b>
Amortissements (int. et ext.)	32 890 351	7 233 913	17 290 493	23 379 963	33 480 982	3 963 799	12,1%	-45,2%
Intérêts (intérieurs et extérieurs)	13 613 503	2 595 657	6 950 095	13 047 991	16 870 967	3 001 833	22,1%	15,6%
<b>Service dette publique int.</b>	<b>25 178 936</b>	<b>6 522 842</b>	<b>12 405 457</b>	<b>21 072 562</b>	<b>27 275 934</b>	<b>3 666 281</b>	<b>14,6%</b>	<b>-43,8%</b>
Amortissements	18 330 195	5 167 436	9 771 173	13 333 577	19 154 198	1 950 515	10,6%	-62,3%
Intérêts	6 848 741	1 355 406	2 634 284	7 738 984	8 121 736	1 715 765	25,1%	26,6%
<b>Service dette publique ext.</b>	<b>21 324 918</b>	<b>3 306 728</b>	<b>11 835 131</b>	<b>15 355 393</b>	<b>23 076 015</b>	<b>3 299 351</b>	<b>15,5%</b>	<b>-0,2%</b>
Amortissements	14 560 156	2 066 477	7 519 320	10 046 386	14 326 784	2 013 284	13,8%	-2,6%
Intérêts	6 764 762	1 240 251	4 315 811	5 309 007	8 749 231	1 286 068	19,0%	3,7%
<b>Service dette ext./recettes totales</b>	<b>3,7%</b>	<b>2,8%</b>	<b>4,5%</b>	<b>3,9%</b>	<b>4,3%</b>	<b>2,5%</b>	<b>66,8%</b>	<b>-12,0%</b>

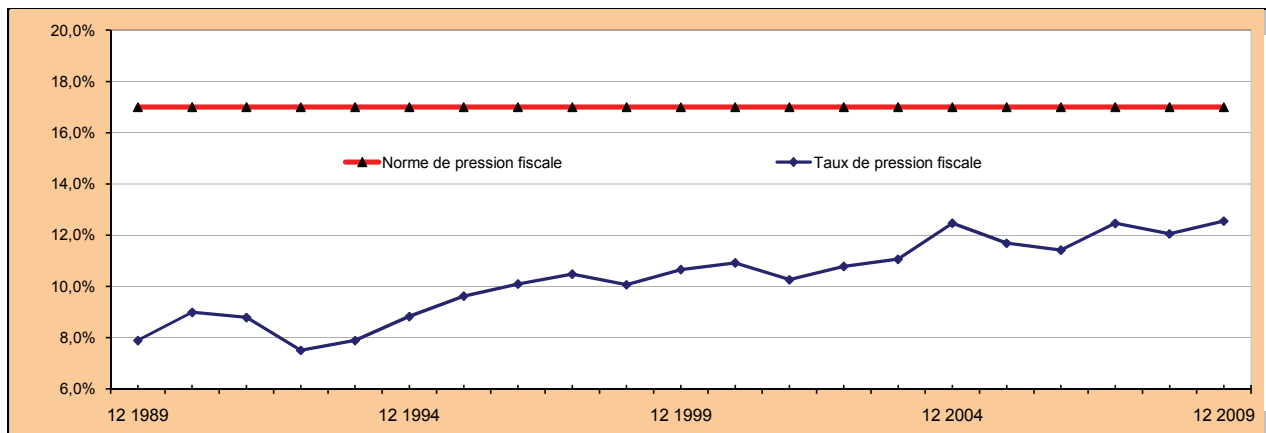


A fin mars 2010, le service de la dette publique s'est établi à 7,0 milliards de FCFA; en baisse de 29,1% par rapport à fin mars 2009. En outre, seulement 2,5% des recettes propres ont été destinées au paiement de la dette extérieure alors que ce ratio était de 2,8% un an plus tôt. Cette baisse (12,0%) du ratio "service de la dette extérieure/recettes totales" est le signe d'une réduction des engagements du pays vis-à-vis de l'extérieur.

Sources : M.E.F. / S.P.-P.P.F.

### CONVERGENCE UEMOA

CRITERE DE 1er ET DE 2nd RANG	Normes	12 2005	12 2006	12 2007	12 2008	12 2009
<b>Critères de 1er rang</b>						
Soldes budgétaires de base / PIB nominal	≥ 0%	-3,8%	-4,8%	-5,7%	-4,7%	-5,6%
Taux d'inflation	≤ 3%	6,4%	2,4%	-0,3%	2,4%	-22,1%
Encours de la dette publique totale / PIB nominal	≤ 70%	42,9%	18,9%	24,9%	25,1%	27,5%
<b>Critères de 2nd rang</b>						
Investissements sur ressources propres / Recettes fiscales	≥ 20%	43,4%	42,7%	35,2%	43,7%	47,6%
Masse salariale / Recettes fiscales	≤ 35%	42,0%	44,1%	46,3%	44,7%	46,2%
Solde extérieur courant / PIB nominal	≤ 5%	-11,6%	-9,0%	-8,3%	-11,7%	-4,6%
Taux de pression fiscale	≥ 17%	11,7%	11,4%	12,5%	12,1%	12,6%



Sources : M.E.F.

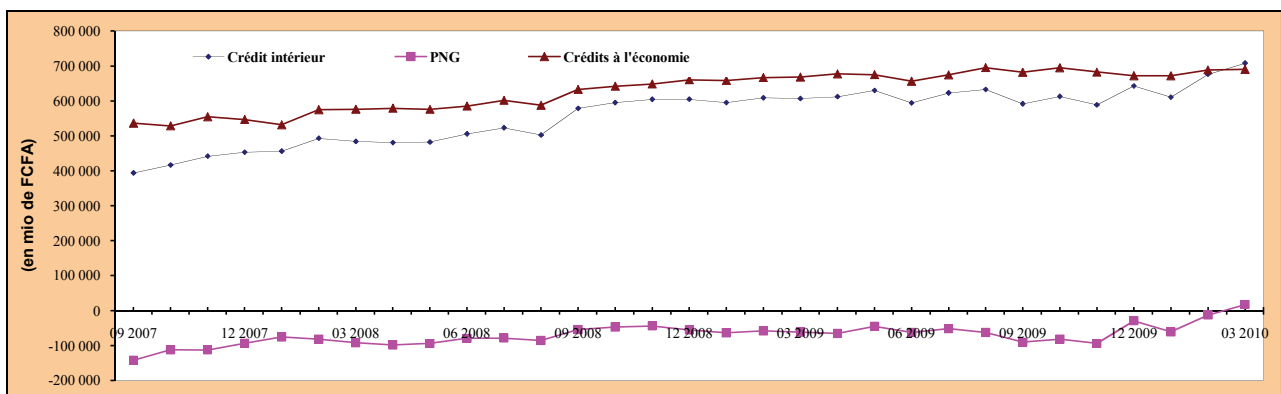
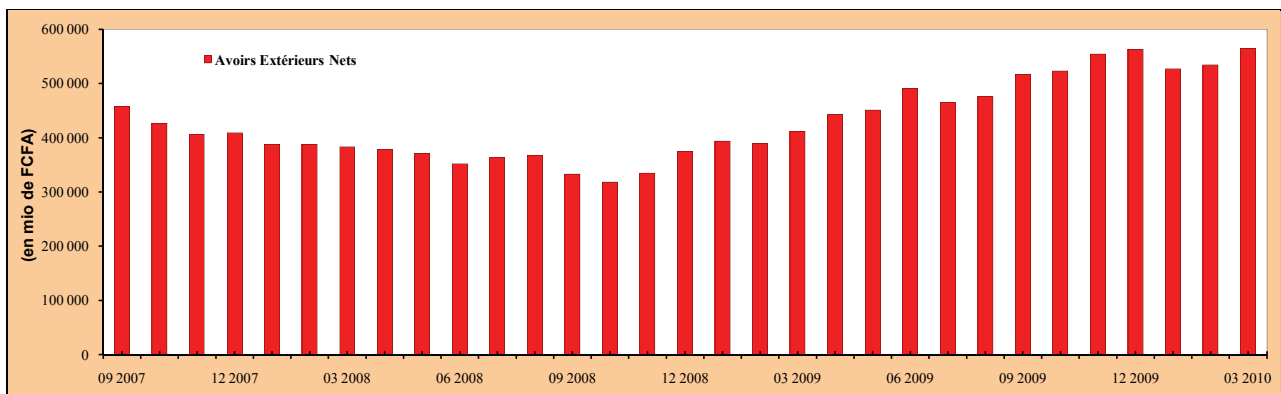
## Secteur monétaire

### AGREGATS MONETAIRES

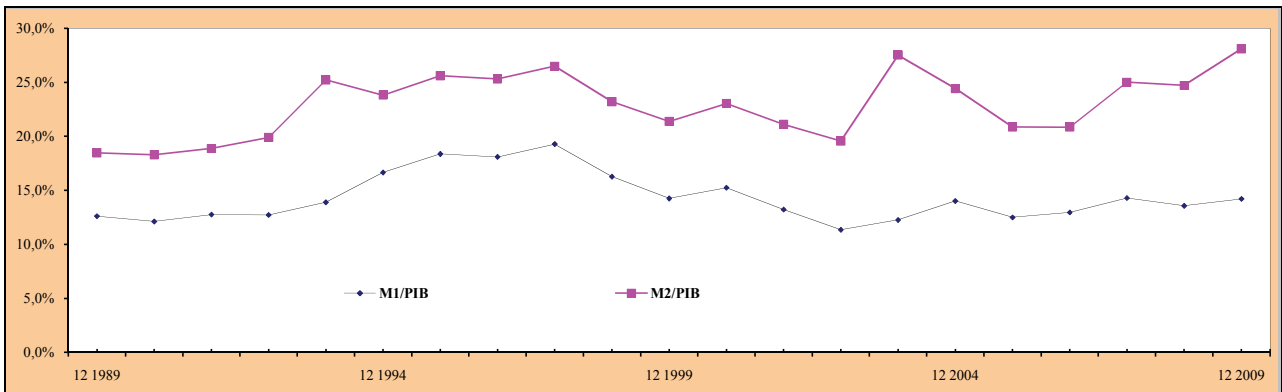
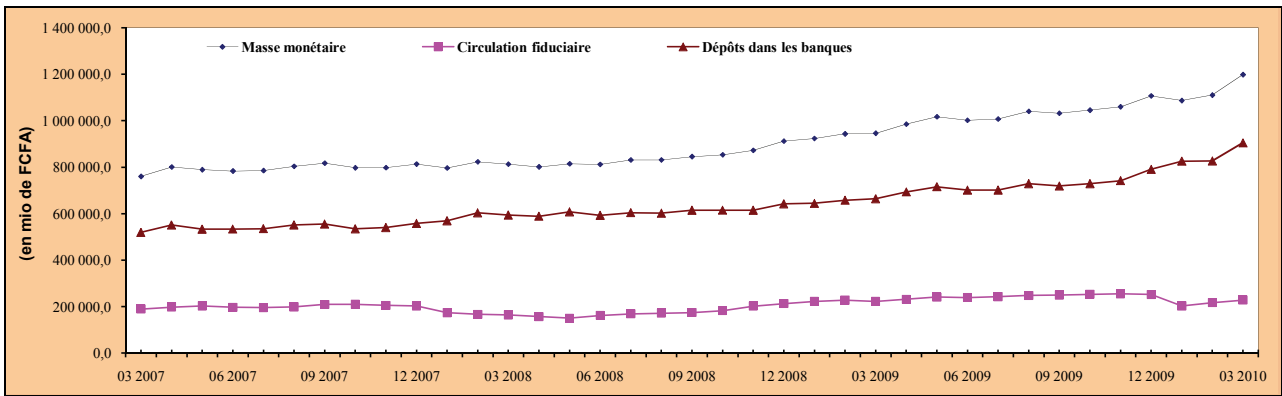
Les agrégats monétaires entre fin décembre 2009 et fin mars 2010 ont été caractérisés par une hausse des avoirs extérieurs nets (+0,2%), des crédits intérieurs (10,1%) et de la masse monétaire (+8,3%).

AGREGATS MONETAIRES En mio de Francs CFA (situation fin de trimestre)	1. Trim. 2009	2. Trim. 2009	3. Trim. 2009	4. Trim. 2009	1. Trim. 2010	Variation			
						Niv trim T-1	% trim T-1	Niv an-1	% an-1
Est									
<b>Avoirs Extérieurs Nets</b>	<b>411 462,0</b>	<b>491 384,6</b>	<b>517 187,6</b>	<b>563 540,5</b>	<b>564 932,0</b>	<b>1 391,5</b>	<b>0,2%</b>	<b>153 470,0</b>	<b>37,3%</b>
BCEAO	332 053,9	385 323,5	407 666,5	385 795,5	345 433,0	-40 362,5	-10,5%	13 379,1	4,0%
Banques	79 408,1	106 061,1	109 521,1	177 745,0	219 499,0	41 754,0	23,5%	140 090,9	176,4%
<b>Crédit intérieur</b>	<b>606 618,2</b>	<b>594 019,2</b>	<b>591 439,0</b>	<b>642 618,7</b>	<b>707 842,7</b>	<b>65 224,0</b>	<b>10,1%</b>	<b>101 224,5</b>	<b>16,7%</b>
PNG	-61 851,6	-62 474,2	-90 500,6	-29 448,5	17 307,6	46 756,1	-158,8%	79 159,1	-128,0%
Crédits à l'économie	668 469,8	656 493,5	681 939,7	672 067,2	690 535,1	18 467,9	2,7%	22 065,4	3,3%
dont crédits à court terme	379 734,5	356 918,8	390 497,8	392 494,3	382 324,0	-10 170,3	-2,6%	2 589,6	0,7%
dont crédits de campagne	40 604,4	50 612,8	38 721,0	22 070,9	52 639,1	30 568,2	138,5%	12 034,7	29,6%
dont dépôts à moyen et long terme	248 130,9	248 961,9	252 720,9	257 502,0	255 572,0	-1 930,0	-0,7%	7 441,1	3,0%
<b>Masse monétaire</b>	<b>945 933,9</b>	<b>1 001 644,5</b>	<b>1 031 977,0</b>	<b>1 107 129,8</b>	<b>1 198 477,7</b>	<b>91 347,9</b>	<b>8,3%</b>	<b>252 543,8</b>	<b>26,7%</b>
Circulation fiduciaire	222 236,2	238 827,5	249 657,7	251 750,7	227 836,8	-23 913,9	-9,5%	5 600,6	2,5%
Dépôts dans les banques	663 977,8	701 780,4	719 163,2	790 858,7	904 805,5	113 946,8	14,4%	240 827,7	36,3%
dont dépôts à vue	300 227,8	316 950,4	316 303,2	357 864,7	422 812,5	64 947,8	18,1%	122 584,7	40,8%
dont dépôts à terme	241 675,0	252 393,0	267 841,0	293 075,0	332 766,0	39 691,0	13,5%	91 091,0	37,7%
<b>Autres Postes Nets</b>	<b>72 146,3</b>	<b>83 759,4</b>	<b>76 649,7</b>	<b>99 029,4</b>	<b>74 297,0</b>	<b>-24 732,4</b>	<b>-25,0%</b>	<b>2 150,7</b>	<b>3,0%</b>

AGREGATS MONETAIRES	déc.05	déc.06	déc.07	déc.08	déc.09
M1/PIB	12,5%	13,0%	14,3%	13,6%	14,2%
M2/PIB	20,9%	20,8%	25,0%	24,7%	28,1%



Les avoirs extérieurs nets des institutions monétaires sont passés de 563,5 milliards de FCFA à fin décembre 2008 à 564,9 milliards de FCFA à fin mars 2010, soit une progression de 1,4 milliards de FCFA (+0,2%). Cette évolution s'explique par un accroissement des avoirs extérieurs nets tant des banques (+41,8 milliards de FCFA), ceux de la Banque Centrale ayant au contraire régressé (-40,4 milliards de FCFA) entre fin décembre 2009 et fin mars 2010.



La détérioration des avoirs extérieurs nets de la Banque Centrale de 40,4 milliards de FCFA (-1,5%) résulte d'une baisse des avoirs extérieurs bruts, accentué par une progression du niveau des engagements extérieurs. En effet, les avoirs extérieurs bruts se sont établis à 554,0 milliards de FCFA à fin mars 2010 contre 588,7 milliards de FCFA à fin décembre 2009, soit une régression de 34,6 milliards de FCFA (-5,9%), tandis que les engagements extérieurs se sont situés à 208,6 milliards de FCFA à fin mars 2010 contre 202,9 milliards de FCFA à fin décembre 2009, soit une hausse de 5,8 milliards de FCFA (2,8%).

La position extérieure des banques a été marquée par une hausse des avoirs extérieurs bruts, accentuée par la baisse relative des engagements extérieurs. Ainsi, les avoirs extérieurs nets ont progressé de 41,8 milliards de FCFA soit 23,5%. En effet, les avoirs extérieurs bruts des banques sont passés de 288,4 milliards de FCFA à fin décembre 2009 à 324,1 milliards de FCFA à fin mars 2010, soit une hausse de 35,7 milliards de FCFA (+0,1%). Sur la même période, leurs engagements extérieurs sont passés de 110,6 milliards de FCFA à 104,6 milliards de FCFA, soit une baisse de 6,0 milliards de FCFA (-0,0%).

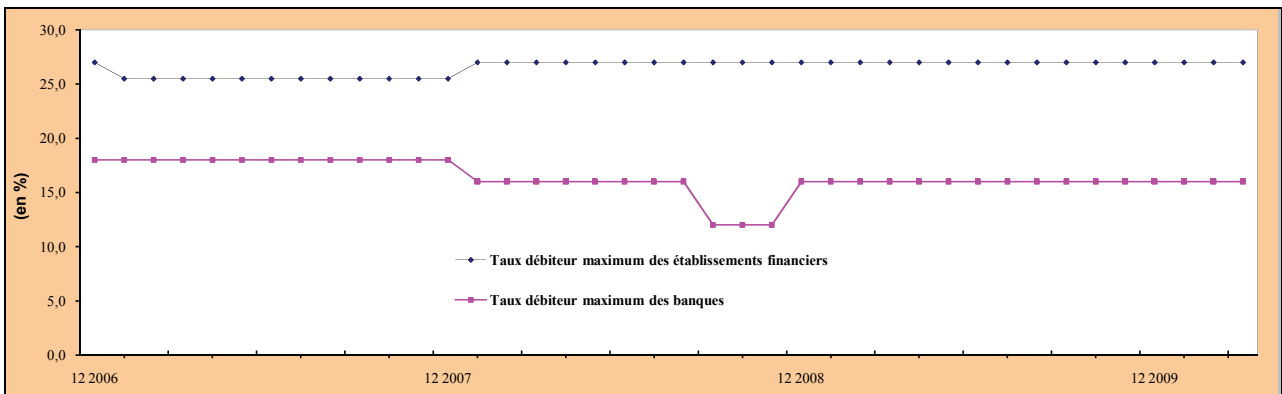
Le crédit intérieur a progressé de 65,2 milliards de FCFA (+10,1%) à fin mars 2010, en ressortant à 707,8 milliards de FCFA contre 642,6 milliards de FCFA à fin décembre 2009. Cette progression est attribuable à la détérioration de la PNG (+46,8 milliards de FCFA) et de la progression des crédits à l'économie (+18,5 milliards de FCFA) entre fin décembre 2009 et fin mars 2010.

La masse monétaire, suivant l'évolution de ses contreparties, a enregistré une hausse de 8,3% (+91,3 milliards de FCFA) à fin mars 2010, en s'établissant à 1.198,5 milliards de FCFA, contre 1.107,1 milliards de FCFA à fin mars 2010. Cette évolution est due à une augmentation des dépôts des banques (+113,9 milliards de FCFA, soit +14,4%), la circulation fiduciaire ayant au contraire décéléré (-23,9 milliards de FCFA, soit -9,5%) sur la même période.

Sources : B.C.E.A.O.

**TAUX D'INTERET**

TAUX D'INTERET	1. Trim. 2009	2. Trim. 2009	3. Trim. 2009	4. Trim. 2009	1. Trim. 2010	Variation	
						Trim T-1 (%)	An-1 (%)
Taux de base minimum des banques	8,5	8,5	8,5	8,5	8,5	0,0%	0,0%
Taux de base maximum des banques	13,2	13,2	13,2	13,2	13,2	0,0%	0,0%
Taux débiteur minimum des banques	1,5	1,5	1,5	1,5	1,5	0,0%	0,0%
Taux débiteur maximum des banques	16,0	16,0	16,0	16,0	16,0	0,0%	0,0%
Taux de base minimum des établissements financiers	11,5	11,5	11,5	11,5	11,5	0,0%	0,0%
Taux de base maximum des établissements financiers	15,0	15,0	17,0	15,0	15,0	0,0%	0,0%
Taux débiteur minimum des établissements financiers	12,0	12,0	12,0	12,0	12,0	0,0%	0,0%
Taux débiteur maximum des établissements financiers	27,0	27,0	27,0	27,0	27,0	0,0%	0,0%
Taux créditeur plancher pour petits épargnants (<5 mio Francs CFA)	3,5	3,5	3,5	3,5	3,5	0,0%	0,0%
Taux d'usure au niveau des banques	18,0	18,0	18,0	18,0	18,0	0,0%	0,0%
Taux d'usure au niveau des établissements financiers	27,0	27,0	27,0	27,0	27,0	0,0%	0,0%



Au cours du premier trimestre 2010, les taux directeurs de la BCEAO n'ont pas connu d'évolution. Le taux de pension et le taux d'escompte sont fixés, depuis le 16 juin 2009, respectivement à 4,25% et 6,25% contre des taux respectifs de 4,75% et 6,75% qui étaient entrés en vigueur depuis le 16 août 2008.

Les taux de base bancaires ont évolué dans la fourchette de 8,50% à 13,19%, en affichant une moyenne stable au cours des trois mois du premier trimestre 2010. Les taux débiteurs minimum et maximum moyens ont stagné au cours du premier trimestre 2010. En effet, le taux de base moyen bancaire ainsi que les taux débiteurs minimum et maximum moyens se sont établis respectivement à 10,04%, 7,19% et 14,31% aux mois de janvier, février et mars 2010. Aussi, les taux débiteurs (minimums et maximums) ont-ils évolué dans la fourchette de 1,5% à 16,0%, le taux d'usure étant de 18,0%.

En ce qui concerne les établissements financiers, aucune modification de taux n'a été enregistrée au premier trimestre de 2010. Ainsi, le taux de base moyen et les taux débiteurs minimum et maximum se sont fixés respectivement à 14,63%, 16,38% et 23,50% au cours des trois mois du premier trimestre de l'année 2010.

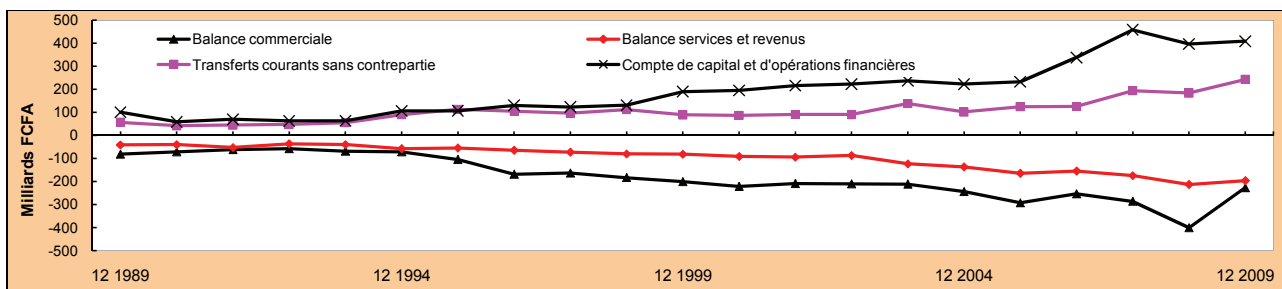
Sources : B.C.E.A.O.

## Secteur extérieur

### BALANCE DES PAIEMENTS

Le secteur extérieur de l'économie burkinabè s'est senti des effets de la conjoncture internationale difficile, marquée par les fortes tensions sur les prix des produits pétroliers et surtout de ceux alimentaires, une reprise modérée des cours mondiaux du coton et une faiblesse persistante du dollar américain sur le marché des changes. A fin décembre 2008, le solde de la Balance des Paiements du Burkina Faso est ressorti déficitaire de 33,4 milliards de FCFA contre un excédent exceptionnel de 188,1 milliards de FCFA un an plus tôt.

Balance des paiements (En mia Francs CFA)	déc 2005	déc 2006	déc 2007	déc 2008	déc 2009	Var. 2009	
	Réal.	Réal.	Réal.	Réal.	Estimations	Var./2008	Var./2007
Exportations de biens FOB	247,1	307,6	298,6	310,4	425,6	37,1%	19,4%
Importations de biens FOB	540,5	562,1	585,1	711,7	653,8	-8,1%	5,7%
Balance commerciale	-293,4	-254,5	-286,6	-401,4	-228,1	-43,2%	-10,8%
Services	-154,1	-154,9	-173,9	-211,6	-194,3	-8,1%	5,7%
Revenus	-10,9	-0,2	-1,1	-1,6	-2,1	29,6%	37,5%
Balance des services et revenus	-164,9	-155,1	-175,1	-213,2	-196,5	-7,9%	5,9%
Transferts courants sans contrepartie	123,8	125,4	193,3	183,3	242,5	32,3%	12,0%
Balance des transactions courantes (dons inclus)	-334,6	-284,2	-268,4	-431,3	-182,1	-57,8%	-17,6%
Transferts en capital	110,7	818,8	140,2	85,5	132,9	55,4%	-2,6%
Opérations financières	121,9	-481,3	317,8	310,9	275,3	-11,5%	-6,9%
Comptes de capital et d'opérations financières	232,5	337,5	457,9	396,4	408,2	3,0%	-5,6%
Erreurs et omissions	-1,7	-3,8	-1,5	1,5	-1,4		-2,7%
Solde global	-103,7	49,6	188,1	-33,4	224,7		9,3%



Cette détérioration des comptes extérieurs découle aussi bien de celle du solde structurellement déficitaire de la Balance des transactions courantes, que de la baisse des entrées nettes de flux au titre des opérations financières, en liaison notamment avec les effets de la crise économique internationale.

Sur la base de l'analyse de l'évolution récente de la conjoncture économique interne et externe, et prenant en compte la bonne progression des exportations d'or, la Balance des Paiements du Burkina Faso devrait ressortir excédentaire de 224,7 milliards de FCFA en 2009, contre 33,4 milliards de FCFA l'année précédente.

Au niveau des opérations courantes, la balance des transactions courantes pour l'année 2009 devrait s'améliorer de 249,2 milliards de FCFA par rapport à l'année 2008. Cette évolution s'expliquerait par une hausse des exportations (+115,3 milliards de FCFA) conjuguée à une contraction des importations (-57,9 milliards de FCFA).

Les exportations atteindraient 425,6 milliards de FCFA en 2009 contre 310,3 milliards de FCFA en 2008, soit une hausse de 37,2% expliquée principalement par les exportations d'or non monétaire (+109,6 milliards de FCFA). Par contre, le coton fibre, jusqu'alors principal produit pourvoyeur de ressources extérieures du pays, a affiché une contraction de ses recettes à l'exportation de 3,6 milliards de FCFA entre 2008 et 2009.

Quant aux importations, elles se sont estimées à 653,8 milliards de FCFA en 2009 contre 711,7 milliards de FCFA en 2008, soit une baisse de 8,1%, imputable principalement aux produits pétroliers (-62,1 milliards de FCFA), en liaison avec la détente des prix des hydrocarbures.

Au titre des opérations financières et de capital, serait excédentaire de 408,2 milliards de FCFA en 2009 contre 396,8 milliards de FCFA en 2008, soit une amélioration de 11,4 milliards de FCFA (+2,9%). Cette progression s'expliquerait exclusivement par le solde du compte de capital. En effet, le solde excédentaire des transferts de capital passerait de 85,9 milliards de FCFA en 2008 à 132,9 milliards de FCFA en 2009, soit une amélioration de 47,0 milliards de FCFA d'une année à l'autre. Par contre, le solde excédentaire des opérations financières se réduirait de 35,6 milliards de FCFA, se situant à 275,3 milliards de FCFA en 2009 contre 310,9 milliards de FCFA en 2008.

Ainsi, le solde global ressortirait excédentaire de 224,7 milliards de FCFA contre un déficit de 33,0 milliards de FCFA en 2008.

Sources : B.C.E.A.O.



## COMMERCE EXTERIEUR

IMPORTATIONS EN VALEURS (En mio Francs CFA)	1. Trim.	2. Trim.	3. Trim.	4. Trim.	1. Trim.	Glissement	
	2009	2009	2009	2009	2010	trimestriel	annuel
<b>TOTAL</b>	<b>211 751,4</b>	<b>241 363,7</b>	<b>240 833,7</b>	<b>283 038,9</b>	<b>232 389,3</b>	<b>-17,9%</b>	<b>9,7%</b>
dont:							
Animaux vivants et produits du règne animal	2 416,6	2 964,4	3 916,5	2 617,3	3 162,5	20,8%	30,9%
Produits du règne végétal	9 844,8	16 648,0	16 933,9	21 124,2	14 509,2	-31,3%	47,4%
Graisses et huiles animales ou végétales	3 759,7	3 071,6	2 433,9	3 221,4	1 849,8	-42,6%	-50,8%
Produits des industries alimentaires ; boissons, alcools	10 474,5	12 844,4	18 109,4	18 435,8	17 388,6	-5,7%	66,0%
Produits minéraux	57 195,7	62 055,0	60 091,3	65 807,1	55 926,4	-15,0%	-2,2%
Produits des indust. chimiq. ou des indust. connexes	27 175,1	35 554,2	28 119,7	25 392,3	30 433,5	19,9%	12,0%
Mat. plastiq. et ouvrages en ces matières ; caoutchouc	7 902,5	9 031,4	7 862,2	11 349,0	9 802,0	-13,6%	24,0%
Peaux, cuirs, pelleteries et ouvrages en ces matières	102,2	290,0	223,8	218,0	195,7	-10,2%	91,6%
Bois, charbon de bois et ouvrages en bois ; liège	816,7	971,5	851,5	933,0	1 042,4	11,7%	27,6%
Pâte de bois ou d'autres matières fibreuses cellulosiques	4 172,8	4 667,2	7 614,5	5 920,7	4 331,0	-26,9%	3,8%
Matières textiles et ouvrages en ces matières	7 256,7	6 595,4	7 412,7	7 576,6	6 819,3	-10,0%	-6,0%
Chaussures, coiffures, parapl., parasols, cannes, fouets	1 250,8	770,1	808,0	1 050,9	783,3	-25,5%	-37,4%
Ouvrages en pierres, plâtre, ciment, amiante, mica...	1 330,0	1 693,3	1 798,1	2 168,1	1 961,6	-9,5%	47,5%
Perles fines/de cult., pierres gemmes, mét. précé.	8,2	14,3	9,3	11,5	14,5	26,4%	77,0%
Métaux communs et ouvrages en ces métaux	18 460,4	19 192,7	16 802,2	17 141,8	19 603,7	14,4%	6,2%
Machines et appareils, mat. électrique et leurs parties	31 252,6	37 921,0	34 387,2	65 160,1	36 849,2	-43,4%	17,9%
Matériel de transport	21 141,7	21 733,9	29 687,4	30 251,2	22 087,0	-27,0%	4,5%
Instruments et appareils d'optique, de photographie...	2 414,6	2 639,2	1 604,6	2 086,4	2 789,7	33,7%	15,5%
Armes, munitions et leurs parties et accessoires	740,4	93,4	84,2	138,2	154,1	11,5%	-79,2%

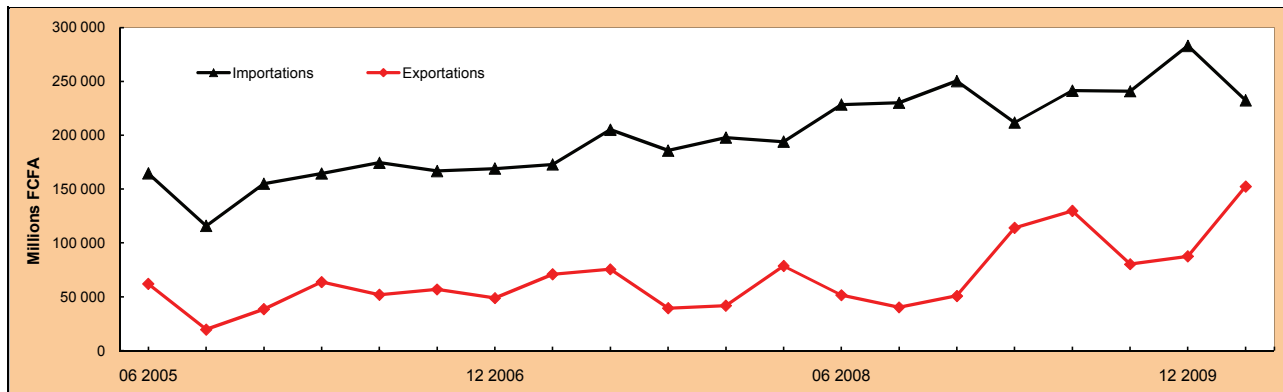
Après la hausse des importations au dernier trimestre de 2009, les importations ont enregistré un léger repli en début d'année 2010 avec une baisse sensible de -17,9% en glissement trimestrielle. La valeur totale des importations passant ainsi de 283,0 milliards au quatrième trimestre 2009 à 232,4 milliards au premier trimestre 2010, soit une baisse de -50,6 milliards de francs CFA.

Cette baisse sensible est principalement imputable à une baisse trimestrielle des importations des machines et appareils électriques de 30,3 milliards de francs CFA, soit 43,4% en glissement trimestrielle.

En en glissement annuel, le premier trimestre de l'année 2010 enregistre une hausse de 9,7%. Les importations des produits des industries alimentaires, boissons et tabacs enregistrent la principale progression significative avec une différence de +6,9 milliards de FCFA, soit +66,0% de glissement annuel; suivi de près par les machines, appareils et matériels électriques pour 5,6 milliards de FCFA avec un glissement annuel de 17,9%.

Sources : M.E.F. / I.N.S.D.

EXPORTATIONS EN VALEURS (En mio Francs CFA)	1. Trim.	2. Trim.	3. Trim.	4. Trim.	1. Trim.	Glissement	
	2009	2009	2009	2009	2010	trimestriel	annuel
<b>TOTAL</b>	<b>113 996,9</b>	<b>129 800,8</b>	<b>80 241,7</b>	<b>87 492,6</b>	<b>152 237,7</b>	<b>74,0%</b>	<b>33,5%</b>
dont :							
Animaux vivants et produits du règne animal	1 895,2	2 427,6	2 122,6	2 249,0	1 121,6	-50,1%	-40,8%
Produits du règne végétal	15 946,9	10 112,1	3 435,3	7 835,8	21 983,8	180,6%	37,9%
dont arachides	12 538,2	7 529,1	1 549,0	6 779,0	17 880,9	163,8%	42,6%
Graisses et huiles animales ou végétales	477,5	392,2	161,3	250,1	812,2	224,8%	70,1%
Produits des industries alimentaires ; boissons, alcools	2 749,6	1 723,2	1 942,8	2 125,9	2 401,1	12,9%	-12,7%
Produits minéraux	350,7	1 756,0	1 155,6	1 410,8	825,0	-41,5%	135,3%
Produits des indust. chimi. ou des indust. connexes	354,0	683,3	422,7	256,0	212,0	-17,2%	-40,1%
Mat. plastiq. et ouvrages en ces matières ; caoutchouc	128,1	85,9	1 582,7	1 116,3	83,4	-92,5%	-34,9%
Peaux, cuirs, pelleteries et ouvrages en ces matières	758,5	252,3	83,4	670,4	24,7	-96,3%	-96,7%
Bois, charbon de bois et ouvrages en bois ; liège	10,9	8,5	10,3	20,1	13,0	-35,2%	19,9%
Pâte de bois ou d'autres matières fibreuses cellulosiques	11,8	31,6	25,7	10,1	11,6	15,1%	-1,5%
Matières textiles et ouvrages en ces matières	46 195,1	48 537,0	16 755,4	10 134,9	51 937,6	412,5%	12,4%
dont coton fibre	45 551,4	46 784,5	15 757,8	9 231,7	51 040,8	452,9%	12,1%
Chaussures, coiffures, parapl., parasols, cannes, fouets	6,0	1,8	5,6	1,3	0,5	-59,9%	-91,4%
Ouvrages en pierres, plâtre, ciment, amiante, mica	144,0	56,6	54,4	66,7	66,1	-0,9%	-54,1%
Perles fines/de culture, pierres gemmes, mét. précieux	39 877,4	48 798,6	47 895,3	53 752,5	68 849,0	28,1%	72,7%
dont or	39 877,1	48 798,6	47 895,3	53 752,5	68 846,9	28,1%	72,6%
Métaux communs et ouvrages en ces métaux	1 449,7	1 910,0	1 494,5	1 499,0	895,0	-40,3%	-38,3%
Machines et appareils, mat. électrique et leurs parties	2 128,5	4 849,8	1 240,2	4 276,9	2 093,9	-51,0%	-1,6%
Matériel de transport	1 179,4	7 543,1	895,1	1 298,2	474,6	-63,4%	-59,8%
Instruments et appareils d'optique, de photographie	89,7	253,9	98,2	58,3	84,8	45,5%	-5,5%
Marchandises et produits divers	209,6	249,5	580,0	175,6	215,4	22,7%	2,8%



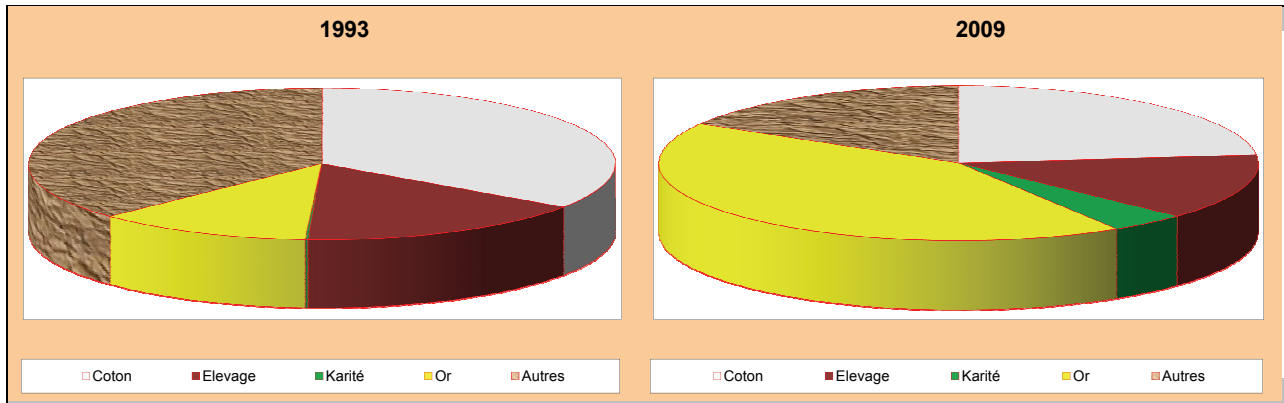
La valeur des exportations au premier trimestre 2010 a connu une hausse de 74,0% comparativement à celle du 4ème trimestre 2009. Cette hausse est principalement attribuable à la hausse des exportations de coton fibre (+452,9%) et de l'or (+15,1 milliards de FCFA pour + 28,1%).

En effet, avec l'égrenage à plein régime du coton graine au mois de décembre, les exportations de coton fibre ont connu une hausse trimestrielle de 41,8 milliards de FCFA entre le 4ème trimestre 2009 et le premier trimestre 2010. Concernant l'or, les effets conjugués de la hausse du cours de l'or et du dollar avec le regain d'intérêt pour l'exploitation industrielle de l'or depuis quelques années ont favorisé la poursuite de la hausse des exportations d'or qui passent de 53,8 milliards FCFA au 3ème trimestre à 68,8 milliards de FCFA au 4ème trimestre 2009.

La même tendance est observée en glissement annuel.

Sources : M.E.F. / I.N.S.D.

EXPORTATIONS EN VALEURS	1993	2006	2007	2008	2009
Part du coton dans total	34,7%	65,2%	55,7%	33,1%	23,3%
Part des produits de l'élevage dans total	16,1%	14,2%	15,2%	16,3%	13,7%
Part du karité dans total	0,2%	3,9%	4,5%	5,4%	4,2%
Part de l'or dans total	11,9%	3,2%	5,4%	22,6%	42,2%
Part des autres produits dans total	37,2%	13,5%	19,1%	22,5%	16,6%

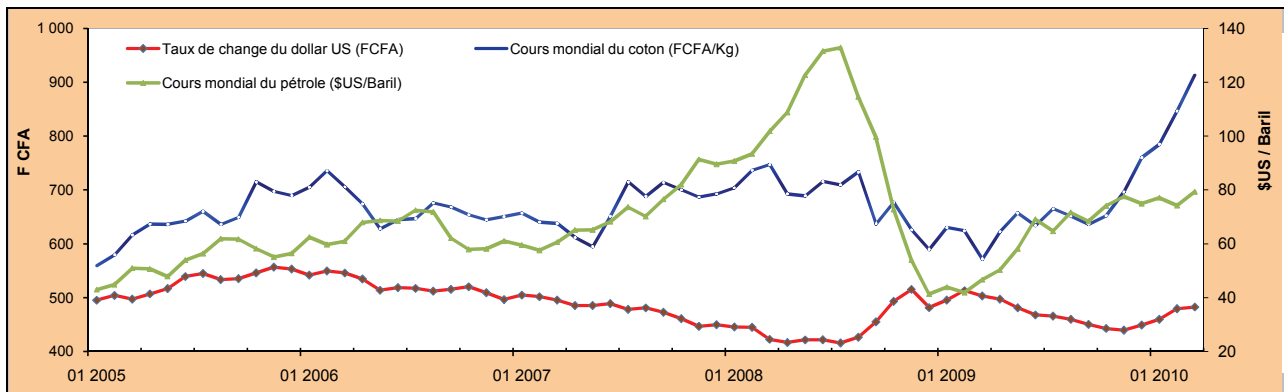


En 1993, le coton, les produits de l'élevage et l'or étaient les principaux produits exportés avec 62,6% des exportations, dont 34,7% pour le coton. Plus d'un quinquennat après, si la part des produits de l'élevage n'a pas considérablement changé et oscille autour de 13,7%, les données des autres composantes des exportations ont fortement fluctuées et le coton ne représente plus que 23,3%. L'or qui représentait 11,9% en 1993, a considérablement gagné du poids dans les exportations avec la reprise de la production industrielle qui a permis une hausse de sa proportion dans l'exportation totale qui se situe en 2009 à 42,2%. Cette hausse devrait se poursuivre dans les années à venir.

Sources : M.E.F. / I.N.S.D.

### COURS DES MATIERES PREMIERES

MARCHE INTERNATIONAL	1. Trim. 2009	2. Trim. 2009	3. Trim. 2009	4. Trim. 2009	1. Trim. 2010	Glissement	
COTON : Moyenne trimestrielle						trimestriel	annuel
Taux de change du Dollar (en Francs CFA)	503,9	482,2	458,7	444,0	473,9	6,7%	-5,9%
Cours mondial du pétrole (en \$ US / Baril)	44,1	59,2	68,2	75,5	76,9	1,8%	74,2%
Cours mondial du coton (Indice Liverpool \$ US / tonne)	1 208,3	1 324,3	1 420,0	1 583,0	1 788,3	13,0%	48,0%
Cours mondial de l'Or (en \$ US / g)	32,1	32,5	33,8	38,9	39,1	0,6%	21,9%
Cours mondial du pétrole (1.000 Francs CFA / Baril)	22,2	28,5	31,3	33,5	36,4	8,7%	63,9%
Cours mondial du coton (FCFA / Kg)	608,7	638,1	651,3	703,0	848,1	20,6%	39,3%
Cours mondial de l'Or (1.000 Francs CFA / g)	16,2	15,7	15,5	17,3	18,5	7,4%	14,6%
Pouvoir d'achat pétrolier du coton	0,027	0,023	0,021	0,021	0,023	11,0%	-15,3%



**. Taux de change du dollar :**

Le dollar a repris de la valeur par rapport à l'euro après une chute continue jusqu'en novembre 2009. Depuis décembre 2009, le cours du dollar est en hausse. Au premier trimestre de 2010, il a progressé de 6,7% en glissement trimestriel. En glissement annuel, il reste toutefois en baisse de 5,9%. Le dollar est ainsi passé de 444,0 FCFA au dernier trimestre de 2009 à 473,9 FCFA au premier trimestre de 2010. Cette appréciation du dollar traduit une dépréciation de l'euro liée à la crise d'endettement que connaît la Grèce, et les risques de propagation à la zone euro.

**. Prix des produits exportés :**

Le cours du coton poursuit la tendance haussière imprimée depuis le début de l'année 2009 à la faveur de la reprise de l'activité économique mondiale. La hausse s'est d'ailleurs accélérée au premier trimestre de 2010. En glissement trimestriel, le cours du coton a enregistré une hausse de 13,0% au premier trimestre de 2010 contre 11,5% au trimestre précédent. La tonne de coton est ainsi passée de 1583,0 \$US au quatrième trimestre de 2009 à 1788,3 \$US au premier trimestre de 2010. En glissement annuel, la valeur du coton a progressé de 48,0%. En FCFA, le cours du coton a enregistré une hausse de 20,6% et 39,3% respectivement en glissement trimestriel et en glissement annuel. Le kilogramme de coton est passé de 703,0 FCFA au quatrième trimestre de 2009 à 848,1 FCFA au premier trimestre de 2010.

La tendance haussière que poursuivait le cours de l'or a commencé à s'estomper au premier trimestre de 2010. En glissement trimestriel, il a augmenté de seulement 0,6% au premier trimestre de 2010 contre 15,0% au trimestre précédent. Le gramme d'or est passé de 38,9 \$US au quatrième trimestre de 2009 à 39,1 \$US au premier trimestre de 2010. En glissement annuel le cours de l'or reste en hausse de 21,9%. En FCFA, il a enregistré une hausse de 7,4% en glissement trimestriel, passant ainsi de 17300 FCFA au quatrième trimestre de 2009 à 18500 FCFA au premier trimestre de 2010. En glissement annuel, une hausse de 14,6% a été enregistrée. Ce maintien du cours de l'or à un niveau élevé serait favorisé par la crise en Grèce et dans la zone euro qui entraîne une dépréciation de l'euro.

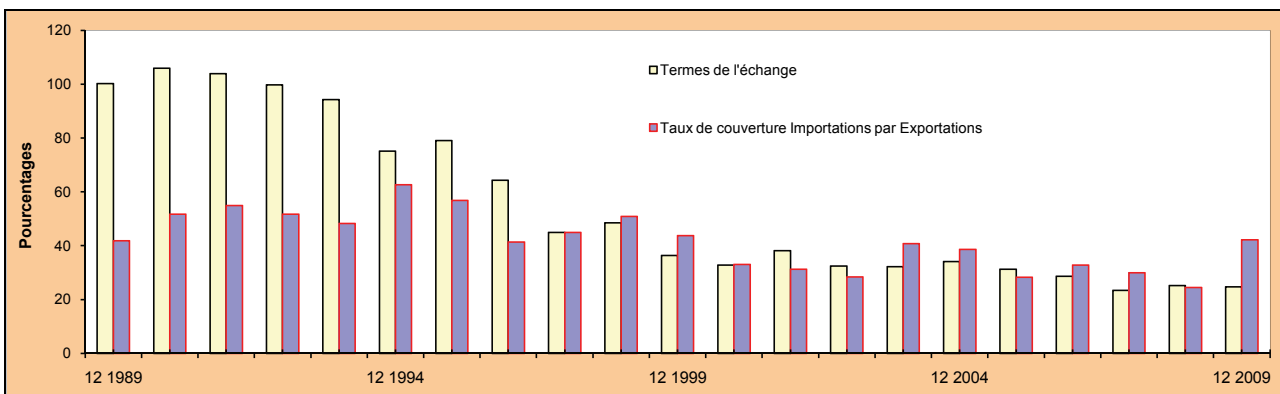
**. Prix des produits importés :**

Le cours du pétrole a continué à augmenter au premier trimestre de 2010. En glissement trimestriel, il s'est inscrit en hausse de 1,8%, passant ainsi de 75,5 \$US le baril au quatrième trimestre de 2009, à 76,9 \$US au premier trimestre de 2010. En glissement annuel, il a progressé de 74,2%. En FCFA, le cours du pétrole a enregistré une hausse de 8,7% et de 63,9% respectivement en glissement trimestriel et en glissement annuel. Le baril du pétrole est passé de 33 518 FCFA au quatrième trimestre de 2009 à 36 425 FCFA au premier trimestre de 2010. Les tensions au Moyen Orient et la reprise de l'activité économique dans les pays émergents sont les principales causes de cette hausse du cours du pétrole.

Sources : M.E.F. / D.G.E.P.

### COUVERTURE DES IMPORTATIONS PAR LES EXPORTATIONS

TERMES DE L'ECHANGE	12 2005	12 2006	12 2007	12 2008	12 2009	Var. 2009	
						Var./2008	Var./2007
Indice prix à l'importation	252,1	259,7	267,5	275,5	283,8	3,0%	6,1%
Indice prix à l'exportation	78,9	74,5	62,6	69,4	70,0	0,9%	11,9%
Termes de l'échange	31,3%	28,7%	23,4%	25,2%	24,7%	-2,0%	5,4%
<b>Taux de couverture Importations par Exportations</b>	28,3	32,8	29,9	24,5	42,1	72,0%	41,0%



### TERMES DE L'ECHANGE ET COUVERTURE DES IMPORTATIONS PAR LES EXPORTATIONS

Par rapport au taux de couverture, si dans les années précédentes les exportations peinaient à couvrir le tiers des importations, de nos jours la tendance est à une amélioration du taux de couverture des importations par les exportations, avec un niveau atteint de 42,1% en fin 2009.

Sources : M.E.F. / I.N.S.D.

## Définitions et abréviations

### Général

BCEAO :	Banque Centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest
DEP :	Direction des Etudes et de la Planification
DGD :	Direction Générale des Douanes
DGEP :	Direction Générale de l'Economie et de la Planification
DGPER :	Direction Générale de la Promotion de l'Economie Rurale
DGPSE :	Direction Générale de la Prévision et des Statistiques de l'Elevage
DPCAS :	Direction de la Prévision des Crises Alimentaires et Sanitaires du Bétail
DSAN :	Direction des Statistiques Animales
ENEC :	Enquête Nationale sur les Effectifs du Cheptel
Est. :	Estimation
IADM :	Initiative d'Annulation de la Dette Multilatérale
IHPC :	Indice Harmonisé des Prix à la Consommation
INSD :	Institut National de la Statistique et de la Démographie
MAHRH :	Ministère de l'Agriculture, de l'Hydraulique et des Ressources Halieutiques
MEF :	Ministère de l'Economie et des Finances
MRA :	Ministère des Ressources Animales
PSTE :	Pays Pauvres Très Endettés
Prov. :	Données provisoires
SIM :	Système d'Information sur les Marchés
SONAGESS :	SOciété NAtionale de GEstion du Stock de Sécurité alimentaire
SP-PPF :	Secrétariat Permanent pour le suivi des Politiques et Programmes Financiers
TOFE :	Tableau des Opérations Financières de l'Etat
UEMOA :	Union Economique et Monétaire Ouest Africaine

### Elevage:

On entend de certains termes les définitions suivantes :

- taureau : bovin mâle de plus de trois ans,
- bélier : ovin mâle entier de plus de 15 mois ; ayant au moins 2 dents adultes,
- bouc : caprin mâle de plus de 15 mois ; ayant au moins 2 dents adultes.

Les marchés de référence sont :

- marché de production : Béna (province des Banwas, région de la Boucle du Mouhoun)
- marché d'exportation : Pouytenga (province du Kourritenga, région du Centre – Est)

Les données sur les prix des animaux sont collectées tous les jours de marché par des enquêteurs du dispositif du système d'information sur les marchés à bétail (SIM bétail) géré par la Direction générale de la prévision et des statistiques de l'élevage du Ministère des Ressources Animales.

Les effectifs du cheptel sont les résultats de deux enquêtes nationales réalisées respectivement en 1990 et en 2003 et actualisées entre deux enquêtes par des taux de croît spécifiques.

### Monnaie:

Les disponibilités monétaires (M1), correspondent à une notion étroite de la monnaie. Elles comprennent la monnaie fiduciaire qui est composée des billets et pièces émis par l'agence nationale de la BCEAO pour le Burkina Faso, desquels on déduit les encaisses du Trésor et des banques, et la monnaie scripturale qui correspond aux soldes créditeurs des comptes de dépôts à vue en francs CFA ouverts au nom des particuliers et entreprises dans les banques, à la BCEAO et auprès des centres de chèques postaux. La monnaie au sens large (M2) comprend en plus de M1, les avoirs sous forme de bons de caisse, comptes à terme et autres comptes d'épargne gérés par les banques pour le compte des agents économiques.

Le ratio M1/PIB exprime le taux de liquidité de l'économie, tandis que le ratio M2/PIB, est appelé "profondeur financière". En effet, la qualité de l'intermédiation financière et les écarts entre les agents à capacité de financement et ceux à besoin de financement peuvent être appréhendés par un indicateur comme M2/PIB. Il évolue souvent dans le même sens que le taux de liquidité mais à un niveau plus élevé.

## *Crédit des contributions*

<i>NOM, Prénoms</i>	<i>Tâches</i>	<i>Structures</i>
YAGO, Namaro TRAORE, Bakari TOUGMA, Jean Gabriel	Coordonnateurs généraux	INSD
KABORE, Barbi	Indice harmonisé des prix à la consommation	INSD
MILLOGO, Antoine	Prix des produits de l'élevage	DGPSE
PALE, Eric	Prix des produits agricoles	SONAGESS
OUEDRAOGO, Dansané	Indice de la production industrielle	INSD
MILLOGO, Antoine	Production de l'élevage	DGPSE
PALE, Eric	Production de l'agriculture	SONAGESS
LENGANE, Toubriyant MILLOGO, François SIE, Chiep	Finances publiques	DEP/MEF SP-PPF SP-PPF
PODA, Serge Gnaniodem	Situation monétaire	BCEAO
PODA, Serge Gnaniodem	Secteur extérieur (Balance des paiements)	BCEAO
OUEDRAOGO, Dansané	Secteur extérieur (Export - Import)	INSD
ZOUNGRANA, Saïfou	Secteur extérieur (Cours des matières premières)	DPAM / DGEP

**gtz**

*Avec l'appui technique*  
du Projet de la Coopération allemande au développement  
**PROJET CONSEILLER TECHNIQUE AUPRES DU MINISTERE  
DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES**

 Bundesministerium für  
wirtschaftliche Zusammenarbeit  
und Entwicklung